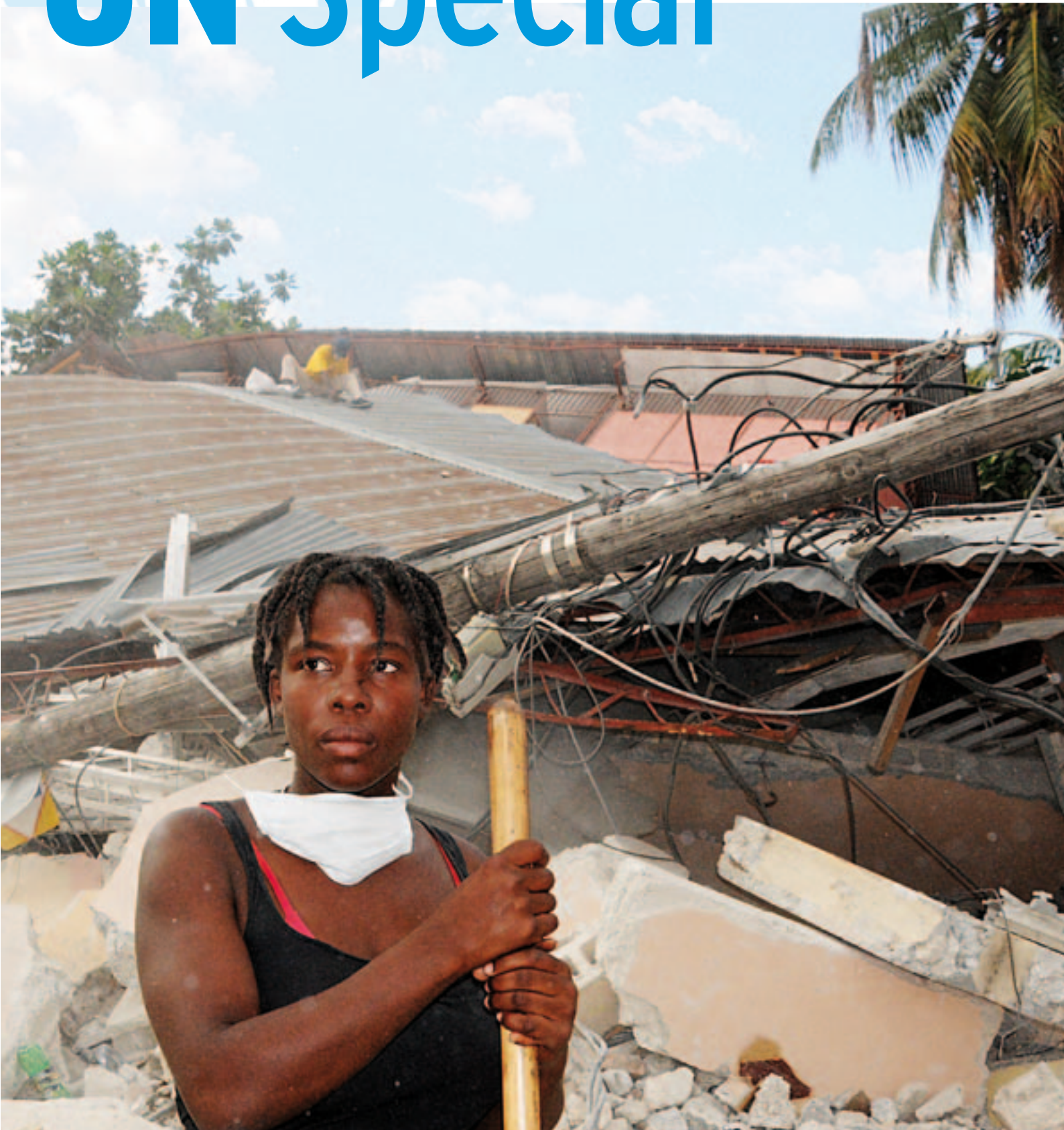


UN Special

N° 693 - Mars 2010



- Entretien avec M^{me} C. Molinier, PNUD
- Entretien avec M. J. Ziegler, CCCDH
- WMO: 60 years of international cooperation

WWW.UNSPECIAL.ORG

Get the peace of mind!

The insurance of a new generation

New insurance plan valid from 2010

Complementary health insurance for international civil servants and their dependents.

Take advantage of our discounts!

- **Permanent discount of 10% for entry**
 - on the date of joining the organization and also for the family if affiliated on the same date
 - of the spouse on the marriage date
 - of a new born on the birth date
- **50% for the 3rd and each subsequent child insured**

For more information,
please contact the G.P.A.F.I.

Tel: +41 22 9172620 or 3946

E-Mail: gpafi@unog.ch



**UNIQA Partner
of G.P.A.F.I.**



UNIQA

www.uniqa.ch
www.uniqagroup.com
www.gpafi.com

UN Special

N° 693 - Mars 2010



CHRISTIAN DAVID
rédacteur en chef

Photo : © Adam Rogers/UNDP

- Entretien avec M^{me} C. Molinier, PNUD
- Entretien avec M. J. Ziegler, CCCDH
- WMO: 60 years of international cooperation

SOMMAIRE

ÉDITORIAL 3

ENTRETIENS DU MOIS

M^{me} C. Molinier,
directrice du PNUD à Genève 5
M. Jean Ziegler, vice-président, CCCDH 12

WMO / OMM

60 years of international cooperation 9

DOSSIER HAÏTI 16-35

SOCIÉTÉ

Paradise (apparently) 37
International negotiation 44
L'humour au service de l'abolition 45
Francophonie – Remuez votre langue 47
Fondation Vieira de Mello 46
A 380 – Aéroport International de Genève 50

UN SPÉCIAL

Maria Dweggah – la retraite et puis alors? 43

ONU / UN

Staff Representatives' corner 36
UPR – and its recommendations 39
UPR – droits de la personne 41
Kiosque culturel 46

LOISIRS

Randonnée – Mont Tendre 48

PAGE CENTRALE

Haïti 26

TECH NEWS

Clés et sécurité 11

Le regard interrogateur et déterminé de cette jeune femme, tenant fermement le manche dérisoire de sa pelle, comme pour reconstruire son avenir, résume comme un éclair et mieux que tout long discours le sujet principal de ce magazine. Il illustre également et de manière définitive ce pour quoi les Nations Unies ont été créées: accompagner les peuples dans la réalisation de leurs objectifs et non pas se substituer à eux.

Nous avons été impressionnés en contactant tous nos collègues sur le terrain et leurs antennes au sein de Genève par leur formidable capacité à nous envoyer dans des délais très courts, leurs contributions, leurs analyses, leur implication et ce, malgré un énorme travail sur place. Certains d'entre

eux ont payé leur service au prix fort, nous leur rendons hommage. Cette réactivité, cette implication représentent une source de motivation lorsque nous nous posons quelques questions sur la réelle utilité de ce magazine et sur les difficultés finalement dérisoires auxquelles nous sommes confrontés.

Merci cher(e)s collègues pour la leçon que vous donnez. Vos réponses permettent de présenter un dossier qui démontre que les missions que vous réalisez sur les théâtres d'opération se rejoignent, s'entrecroisent et se complètent. Votre efficacité et votre implication ont une valeur de symbole dans une Genève internationale qui se cherche et qui aurait finalement tous les moyens de se trouver dans cette complémentarité. ■

The quizzical yet determined expression of this young woman, her hands firmly gripping the shovel with which she is going to re-build her life, evokes the main theme of this month's magazine in an instant and in a far more fitting way than any long speech. It is also a definitive illustration of the reason why the United Nations was created: to help populations to achieve their goals, but without doing it for them.

In the aftermath of this disaster, when we contacted our colleagues in the field or in Geneva, we were impressed by how fast they sent us their contributions and comments, despite their colossal workload on-site. Some men and women paid the ultimate price for this commitment, and to

them we pay tribute. Such responsiveness and involvement are a source of motivation to us when we wonder just how useful this magazine is or when we are confronted with difficulties which, in the end, are relatively insignificant.

Thank you, dear colleagues, for the example you give us. Your answers allow us to publish a special report that shows how the missions you accomplish in the field merge, intersect and complement each other. Your efficiency and your commitment are of symbolic value to an international Geneva that is seeking an identity and that, in the reciprocity you exemplify, has every means at its disposal to do so. ■

Facchinetti
Automobiles SA

www.facchinetti.ch



Le plaisir
de conduire

START
BMW
MEYRIN

FACCHINETTI AUTOMOBILES EST MAINTENANT AUSSI A GENÈVE.

Notre garage de Neuchâtel est réputé auprès des conducteurs BMW pour son service de qualité et son accueil sympathique et chaleureux. Nous avons le plaisir de vous annoncer que nous sommes dès maintenant au service de votre plaisir de conduire également à Genève, sur l'ancien site de Pius Buchs SA. Venez nous rendre visite. Notre équipe motivée vous attend avec plaisir.

FACCHINETTI AUTOMOBILES À NEUCHÂTEL ET À GENÈVE.

Facchinetti automobiles
neuchâtel - genève

Facchinetti Automobiles (Genève) SA, Route de Meyrin 214, 1217 Meyrin, tél. 022 989 81 00

ENTRETIEN DU MOIS

M^{me} CÉCILE MOLINIER, DIRECTRICE DU PNUD À GENÈVE



A. FAVRE, C. DAVID, ONU

M^{me} Molinier, pouvez-vous nous expliquer en quelques phrases le fonctionnement du PNUD et particulièrement de son antenne à Genève?

Le PNUD est, chronologiquement et en importance, la première agence de développement des Nations Unies. C'est une organisation opérationnelle avec huit mille personnes qui doivent intervenir dans les pays en développement. Nous fonctionnons en réseaux de connaissances et d'expertises. Notre mandat est centré essentiellement sur la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) que nous tentons d'intégrer dans les stratégies de développement par la réduction de la pauvreté, des inégalités, de la marginalisation. Le deuxième pilier est la prévention des crises et le redressement. Le troisième est lié à l'environnement et au changement climatique. Le quatrième pilier, qui est la base de notre mission, est la gouvernance démocratique, qui englobe le renforcement des institutions, l'accès à la justice, les droits de l'homme et la décentralisation. L'essentiel de notre personnel est réparti dans les pays. Notre siège est à New York, nous avons des antennes dans un certain nombre de capitales de pays donateurs. Le bureau de Genève est important puisqu'il entretient les contacts avec la multiplicité d'institutions qui sont basées en Suisse et en France. Nous disposons d'une unité importante qui relaie les communications du siège sur notre zone européenne. La plate-forme pour les partenariats innovants travaille sur l'approche territoriale du développement qui offre un cadre de cohérence à l'ensemble des partenaires intervenant à l'échelle des territoires, et appuie l'élaboration de plans d'actions intégrés notamment en matière de changement climatique. Un certain nombre de nos collègues travaillent en relation étroite avec l'OMC, la CNUCED,

23h10, M^{me} Molinier nous envoie un dernier message,

l'entretien est finalisé. Un long dialogue avec une personne dont l'expérience, la connaissance des Nations Unies n'a en rien altéré la conviction ni la volonté. A nos questions parfois difficiles, la représentante du PNUD à Genève a répondu avec douceur, humanité et fermeté, démontrant que la diplomatie se situe pour elle davantage sur le terrain de l'action que de la parole.

Un beau moment qu'*UN Special* partage avec ses lecteurs.

le CCI sur le commerce et le développement humain et avec les institutions qui traitent de la migration. Un autre groupe travaille sur le VIH avec le Fonds mondial, l'OMS et l'ONUSIDA. Une petite unité active travaille sur les droits de l'homme. Un nombre important de collègues du PNUD font partie du bureau de la prévention des crises et le relèvement des pays, ce qui inclut les catastrophes naturelles, la réduction des conflits. Il y a largement plus de cent collègues du PNUD présents à Genève.

Haïti: nous avons relancé le programme «cash for work»

Comment sont répartis vos personnels, quel est leur statut?

Le PNUD est un programme opérationnel, notre raison d'être est le terrain. Les fonctionnaires nationaux représentent la majorité de l'effectif dans les pays. Je précise que de nombreux «nationaux» parviennent ensuite à entrer dans la carrière internationale par recrutement interne ce qui est signe de leur compétence avérée. Tout collègue recruté sait qu'il passera 80% de sa carrière sur le terrain sauf pour certains postes à compétence très pointue, je pense à l'audit ou la communication. Nous ne pouvons pas rester plus de six ans au siège. Les lieux d'affectation sont classés par catégories de A à F. Un système de rotation encourage et récompense les collègues en poste dans des endroits difficiles pour un maximum de deux ans. Dans ces cas, des conditions spéciales sont mises en place pour le fonctionnaire et sa famille.

Quelles seront les propositions du PNUD aux participants à la conférence internationale sur la reconstruction d'Haïti?

Dès le 20 janvier nous avons relancé le programme «cash for work» qui avait été appliqué en 2008 après les inondations. C'est un élément important dans le cadre de l'appel aux donateurs, coordonné par l'OCHA. Nous avons demandé plus de 35 millions de dollars pour financer ce programme qui permet d'employer des Haïtiens pour nettoyer et assainir le milieu et ensuite contribuer à la reconstruction. La communauté haïtienne, les municipalités

participent activement, chaque «employé» est payé 4,5\$ par jour soit un peu plus que le salaire minimum pour vingt-quatre jours. L'idée est d'injecter de l'argent dans l'économie, de faire participer la population qui est la mieux à même de connaître les besoins et enfin d'éviter les tensions sociales. Ce programme suit aussi l'exode entre Port-au-Prince et la province. La demande dépasse l'argent dont nous disposons, nous lançons donc un appel pressant aux bailleurs de fonds. Le relèvement d'Haïti est aussi notre priorité. Nous préparons, avec le gouvernement et les partenaires, l'évaluation précise des besoins après la catastrophe. Le résultat de cette évaluation constituera la base du document qui sera présenté à la conférence des donateurs au mois de mars à New York. Un certain nombre de mesures destinées à réduire les risques seront également proposées. Elles concerneront essentiellement le renforcement du tissu social, la remise en place des institutions. Le déficit démocratique devra être comblé par le renforcement des liens communautaires. Cette abominable catastrophe est, presque paradoxalement, une occasion unique d'améliorer la vie des Haïtiens.

Les objectifs du millénaire: où en sommes-nous?

Le secrétaire général a indiqué que 2010 était l'année du bilan. Le bilan de 2005 avait mis en exergue qu'il fallait plus d'argent pour les OMD sociaux. Il était nécessaire d'investir pour sortir du piège dans lequel les pays sans ressources étaient placés. Le rapport du précédent secrétaire général avait quantifié précisément les besoins et insisté sur la nécessité d'investir beaucoup et tout de suite et d'une prise en compte des OMD par les pays eux-mêmes. Ces recommandations ont porté leurs fruits pour les engagements des contributeurs. Malheureusement ces engagements n'ont pas été toujours tenus mais il y a eu une augmentation notable de l'aide publique. En 2010 le bilan devra dépasser le stade du constat. Les pays doivent préparer des rapports sur la mise en œuvre des OMD et le PNUD les aide avec l'ensemble des agences. Une analyse des écarts entre le niveau atteint et le niveau espéré devra être entreprise. Sur la base de cette analyse nous devons travailler avec le pays pour déterminer la marche à suivre.



© Mariana Nissen/UNDP

Et si ces recommandations viennent contrarier les dirigeants locaux?

Le premier défi au-delà de la volonté politique est que la qualité des études et statistiques soit incontestable. Ensuite, intervient un travail de discussions avec les autorités. Le mandat des Nations Unies ne se pose pas en termes de conditionnalité mais d'être là où les besoins sont importants. Nous travaillons avec les autorités centrales et régionales, avec des ONG présentes sur le terrain. Finalement, il nous faut convaincre que la finalité d'atteinte des OMD ne peut que contribuer à diminuer les tensions en permettant un développement plus équilibré et durable et à améliorer l'image du pays. Nous savons bien que les dirigeants sont très sensibles à ce dernier paramètre. Le Secrétaire général présentera la synthèse de ces plans d'actions très élaborés au sommet de septembre prochain.

Existe-il des solutions pour contourner la corruption, la mainmise des banques et des puissants lobbies et faire en sorte que l'aide au développement ne soit pas vampirisée?

On peut évidemment trouver des exemples d'aide au développement qui, au lieu de contribuer au bien-être, ont aggravé des inégalités et renforcé une certaine élite. Cette critique est fondée mais ne doit pas occulter tout ce qui se passe en terme d'urgence de ces acteurs de l'économie sociale, de la société civile, qui sont capables de montrer des expériences réussies, notamment avec les pays dits développés. Il est important de développer une relation multi-acteurs avec la population, les élus, le gouvernement, le

SIG Vitale Vert

Laissons entrer l'énergie solaire



En choisissant SIG Vitale Vert, l'électricité la plus écologique certifiée *naturemade star*, vous participez activement au développement de l'énergie solaire à Genève. Avec SIG Vitale Vert, l'avenir énergétique du canton, c'est vous qui le construisez.

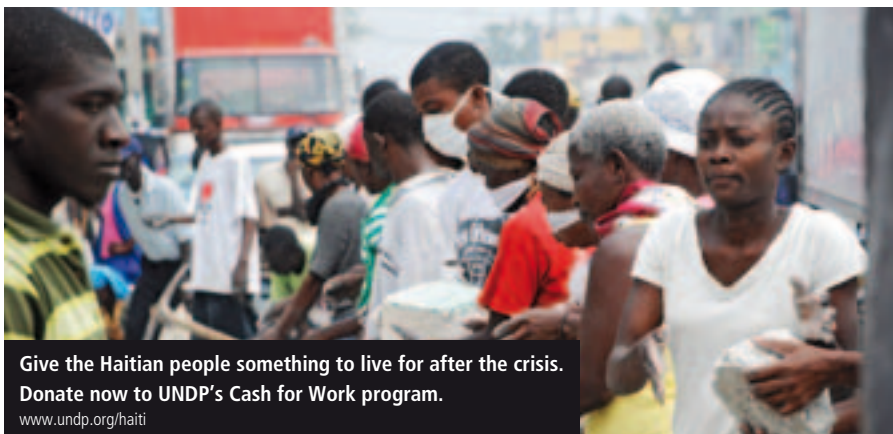
naturemade star ! garantit la provenance de l'énergie et sa production selon les critères écologiques les plus exigeants.

eau **énergies** réseaux environnement



www.mieuxvivresig.ch

Une énergie propre à chacun



Give the Haitian people something to live for after the crisis.
Donate now to UNDP's Cash for Work program.
www.undp.org/haiti

© Adam Rogers/UNDP

secteur privé, cela constitue des contre-pouvoirs qui aident à faire passer le message. Si vous allez dans ces pays avec une volonté d'écouter, d'apprendre, de dialoguer, vous êtes écoutés. Un grief parfois fait au PNUD est de se retrouver proche de certains gouvernements.

Nous ne devons jamais oublier que nous représentons les Nations Unies en rappelant que des conventions ont été ratifiées par des pays, en terme notamment de droits de l'homme et qu'ils doivent les appliquer. La clé du développement est aussi un système de justice indépendant. Des investisseurs n'iront pas dans un pays s'ils savent qu'ils peuvent être expropriés sans aucun recours.

Il est important de développer une relation multi-acteurs avec la population.

De plus en plus de pays ont adhéré à des initiatives de transparence de l'aide. Cette dernière doit être exigée aussi au niveau des partenaires de développement. La solution consiste sans doute à mettre en place des bases de données exhaustives consultables.

Les énergies renouvelables sont-elles les nouveaux vecteurs d'une économie pour le développement?

Les Nations Unies sont en avance par rapport à cette approche. Le rapport du PNUE sur les économies vertes en témoigne. Pour le PNUD, c'est clairement une priorité car ces énergies vertes seront ou sont déjà créatrices d'emploi. Les Etats-Unis, la Chine, l'Espagne sont en train de développer des programmes dans ce domaine. La véritable question est: comment conclure un accord contraignant dans le domaine des changements climatiques avec l'ensemble des états membres? Il faut continuer à travailler dans le cadre de la convention des Nations Unies contre les changements climatiques, tout en pouvant réaliser des avancées réelles.

Un des thèmes récemment évoqué dans nos colonnes était celui de la mutilation féminine, comment pensez-vous qu'il faille aborder ce fléau?

J'ai été confrontée à ce problème quand j'étais représentante en Mauritanie. Septante pour cent des femmes étaient victimes de cette pratique et les autorités ne voulaient pas reconnaître l'ampleur du phénomène. Cette interview de M^{me} Ras Work est ex-

trêmement intéressante, son travail est fabuleux. Je note cependant qu'elle ne parle pas du travail que font les Nations Unies. Le FNUAP travaille énormément sur cette question puisque c'est au cœur de son mandat, par le biais de la santé de la reproduction. L'UNICEF, le PNUD sont parties prenantes car c'est une question de droit fondamental. Pour aborder ce problème, je suis partisane du dialogue avec notamment les autorités religieuses car, et c'est bien expliqué dans votre article, la présentation que cette pratique est liée à l'Islam est erronée. Il faut travailler au niveau des communautés, des mères, des familles, des villages. Si une communauté est convaincue, elle convaincra les autres. Les autorités mauritaniennes ont reconnu cette pratique comme un problème de droit et de santé publique. A titre d'exemple, au Sénégal c'est un crime.

Avons-nous oublié un domaine que vous auriez voulu aborder?

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de parler de ces sujets. Je vous encourage à continuer à développer ce lien entre toutes les composantes de la Genève internationale. Nous sommes tous complètement submergés par notre travail, ce qui nuit parfois à nos contacts au sein de la famille des Nations Unies et avec l'extérieur. Je crois en des initiatives comme un Green Day le 5 juin sur la Place des Nations ou comme celle lancée avec le BIT pour la journée internationale contre la pauvreté en octobre dernier. Pour le sommet sur les OMD, une série d'événements sera organisée entre le 16 et le 20 septembre 2010, nous aurons besoin de vous à ce moment. ■

Donations pour le programme
«cash for work»: www.undp.org/haiti



La Réserve
RÉSIDENCE HÔTELIÈRE ★★★★★

1, av. du Jura - FR-01210 Ferney-Voltaire
Tél. +33(0)4 50 40 30 20 • Fax: +33(0)4 50 40 30 00
Email: contact@residence-la-reserve.com

www.residence-la-reserve.com





Special rates for employees of International Organisations, Missions, Embassies and NGO's
Only 10 minutes away from the UN on Bus route F

Urban Café:
Restaurant Bar Lounge
Reception & customer service 24h
Free Wi-Fi access
Wellness and relaxation:
swimming pool, sauna, spa

60 YEARS OF INTERNATIONAL COOPERATION

THE WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION



**BY MICHEL JARRAUD,
WMO SECRETARY-GENERAL**

How will the weather be tomorrow, next week or during the next season? Is the climate changing? What will be the implications on the water cycle? Those questions may differ in importance for each one of us, but the more informative the answers, the better shall we be able to plan and to organize our future activities.

Every day, meteorologists and hydrologists across the world collect, analyze and exchange the information underlying these answers. Since the weather knows no political borders, it is not surprising that by 1873 nations were already collaborating in weather services, almost one hundred and forty years ago, through WMO's predecessor, the International Meteorological Organization (IMO).

Then sixty years ago, on 23 March 1950, the entry into force of the WMO Convention established a new intergovernmental framework to facilitate international cooperation in the provision of weather services. From the beginning, such cooperation was indeed the hallmark of WMO. The cold war was no impediment, so international cooperation flourished even during those difficult years. The decision to incorporate hydrology within the scope of WMO was adopted in 1959 and today, with 189 Members, WMO is the United Nations System's authoritative voice on weather, climate and water.

WMO facilitates around the clock the provision and exchange of meteorological, hydrological and related geophysical information from all across the globe. Data is



The International Conference Centre **Geneva**

A flexible and modular infrastructure to guarantee the success of your events

- 1 plenary conference room for 2'200 participants
- 22 rooms for 12 to 2'200 participants
- 4'000 sqm of polyvalent space



Centre International de Conférences Genève

17 rue de Varembe • CP 13 • CH 1211 Genève 20
tél. +41 (0)22 791 91 11 • fax +41(0)22 791 90 64
www.cicg.ch • info@cicg.ch

Owned by Building Foundation for International Organizations



collected by over 10,000 land stations, 3,000 aircraft, 1,000 upper-air stations and more than 1,000 ships, whilst the WMO Space Programme coordinates the contributions of a constellation of sixteen operational and fifty research satellites. The WMO Integrated Global Observing Systems operates as a system of systems for all of these individual observational networks, using the WMO Information System to link all regions in data exchange, processing and management.

Looking back over the last six decades, there were several developments that opened up unprecedented scientific and technological possibilities for WMO Members. For example, artificial satellites and the observational opportunities they offered, accompanied by the rapid development of information technology, converged to sustain real-time international exchange of data and products and the implementation of the World Weather Watch, which became the backbone for all WMO programmes.

Major contributions to socioeconomic development evolved from the resulting marked improvement in weather forecasting, which in 1950 only allowed for 24- to 36- hour predictions of a quality comparable to what we today have for seven-day forecasts. This would not have been possible without the international coordinating role played by WMO in observations, research, analysis and modeling.

Moreover, between 1980 and 2005, nearly 7,500 natural disasters worldwide took the lives of over two million people and pro-

duced economic losses estimated at over 1.2 trillion US dollars. According to statistics of the Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED), hydrometeorological disasters ranked at the top of the world distribution of disasters by origin over the period 1991-2005, with a share of 76%, whilst biological and geological disasters ranked second and third at 14% and 10%, respectively. At the same time, it should be noted that hydrometeorological factors very often contribute to aggravate the incidence of these last two kinds of disasters. However, despite a rising global trend in the occurrence of disasters and the associated economic losses, the global loss of life associated with meteorological, hydrological and climate-related hazards had decreased by 2005 to one-tenth of levels of the 1950's, thereby highlighting the key importance of early warning systems and seasonal climate forecasts in managing risks and better preparing vulnerable populations to cope with extreme events.

Indeed, natural hazards pose serious threats to human security, so WMO has devoted considerable efforts to developing operational early warning systems for effective preparedness measures, which have resulted in this considerable decrease in the associated loss of lives. In addition, surface and groundwater monitoring and quality controls have enabled WMO to issue authoritative warnings of dwindling water supplies, especially in view of mounting population pressure and water pollution, while WMO integrated water resources management is showing the way to optimize the exploitation of our limited freshwater resources.

Authoritative observations and research have gradually enabled WMO to take even bolder initiatives. Through scientific assessments co-sponsored and coordinated by WMO in the mid 1970's and early 1980's, the world community was alerted to the potential thinning of the protective stratospheric ozone layer by CFCs and the incidence of greenhouse gases on global warming. This awareness led to the establishment of two international conventions: the Vienna Convention for the Protection of the Ozone layer and the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). Since then, WMO co-sponsored climate change projections have anticipated the potentially adverse impacts on societies, ecosystems and our natural resources, to the point that climate change is seen today as a major challenge to human survival, which United Nations Secretary-General Ban Ki-moon has identified as the defining challenge of our era.

The climate change trend and the increasing vulnerability of all communities to the impacts of climate variability and climate extremes call for improved access to climate services tailored at the regional, national and global levels, as well as according to the needs of all key socioeconomic sectors. To that end, the World Climate Conference-3 agreed in 2009 to the establishment of a Global Framework for Climate Services (GFCs), to facilitate the provision of enhanced climate information, predictions and services for decision-making.

Today WMO is at the forefront in observing the Earth system and in providing vital weather, climate and water information for the protection of life and property and the safeguarding of our environment. In order for all communities to benefit from this information, WMO daily accentuates its support to the National Meteorological and Hydrological Services of its developing Members, in particular to those of the Least-Developed Countries (LDCs), to ensure that they will have ready access to advanced hydrometeorological products and the capacity to use them according to their national requirements and their global commitments, thereby contributing to a safer world for themselves, for us and for our future generations. ■

CLÉS ET SÉCURITÉ

SERGIO DA SILVA, ONU/STIC

Le stockage numérique portable de données informatiques a vu le jour en 1971, date du lancement de la disquette 8 pouces par IBM. Cette dernière a évolué et devenue plus réduite en même temps qu'un autre support voyait le jour: le CD.

Ce n'est que vers le début des années 2000 que la clé USB (mémoire flash non volatile et réinscriptible) a été mise en service. Sa portabilité, ses performances et sa grande capacité ont fait qu'elle est devenue un accessoire incontournable de tout utilisateur informatique de nos jours. C'est justement ce qui pose certains problèmes, dus en grande partie à sa petite taille.

Ces clés, très prisées pour un usage personnel pour les données, la musique ou la photo, sont aussi très utilisées par les administrations, les entreprises privées ou les institutions internationales. Le développement du télétravail vient aussi accroître les risques liés avec la perte de ces supports de données.

Que faire, alors? Une approche consiste à protéger la clé contre toute personne non autorisée. Certaines clés sont proposées avec un mini-cadenas intégré. D'une forme logique, la protection peut être assurée par le cryptage des données, par l'identification en ligne de la clé USB ou par l'utilisation de clés biométriques. Cela peut empêcher ou rendre difficile la lecture des clés perdues et aussi d'assurer une meilleure protection au niveau des ordinateurs de l'entreprise si quelqu'un essaye d'introduire une clé non-identifiée. Une autre mesure qui n'est pas négligeable est d'attacher la clé à votre porte-clés en vue d'une réduction des risques de perte.

Les clés perdues ne sont pas les seules sources de problème pour une entreprise ou pour le particulier. Certaines clés trouvées dans des parkings, ont été signalées comme porteuses d'un cheval de Troie pour récupérer des données bancaires, des mots de passe ou d'autres informations pertinentes. Les passants sont bien contents de les trouver jusqu'au jour où ils se rendent compte de l'astuce dont ils ont été victimes...

Ces clés évoluent et les fabricants ne cessent

pas de les offrir sous toute sorte de formes et de caractéristiques souvent uniques: anti-choc, résistantes à l'eau, disposant de connecteurs rétractables, cryptage 256 bits, anti-virus et Skype préinstallés. USB 3.0 est une nouvelle norme qui permet des taux de transfert de données dix fois plus rapide. Dans la pratique, cela va relancer le marché informatique en 2010 puisque les nouveaux connecteurs pour USB 3.0 ne seront

équipés que dans de nouveaux ordinateurs pour connecter les nouveaux périphériques disposant du même type de connecteurs USB 3.0.

Espérons alors, que de nouvelles solutions de sécurité nous soient proposées d'emblée avec cette nouvelle génération d'appareils pour nous assurer une plus grande sécurité d'utilisation de l'informatique du futur qui s'annonce déjà aujourd'hui. ■

HONDA
 The Power of Dreams

Nouveau

CR-V

L'évasion
au quotidien



NOUVEAU DIESEL 2.2 i-DTEC
150 ch + boîte automatique

Polyvalent et pratique, doté d'un vaste coffre, d'un confort de haut vol et d'une traction intégrale à enclenchement automatique, le CR-V est de toutes vos échappées belles. En plus, son nouveau turbodiesel 2.2 i-DTEC* peut être associé à une boîte automatique en option, pour une conduite reposante. www.honda.ch

*Consommation mixte (692/2008/EC): 6,5 l/100 km. Emissions mixtes de CO₂: 171 g/km. Catégorie de rendement énergétique: B.

Honda Automobiles Genève

Rue de la Servette 30 – 1202 Genève – Tél. 022 748 14 00

www.honda-citygeneve.ch

ENTRETIEN AVEC JEAN ZIEGLER



© Wikimedia Commons

Citoyen de Genève, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008, Jean Ziegler est aujourd'hui vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Professeur émérite de sociologie à l'Université de Genève, il est l'auteur de plusieurs livres explosifs sur son pays, mais a consacré l'essentiel de son œuvre à dénoncer les mécanismes d'assujettissement des peuples du Sud à l'ordre cannibale du monde. *La Haine de l'Occident* a reçu le prix littéraire des droits de l'homme.

N.E ROZEAU, C. DAVID, ONU

Monsieur Ziegler, dans votre dernier livre, vous fustigez la prédominance occidentale, le colonialisme. Pensez-vous qu'un changement de perception puisse intervenir à la suite d'événements récents comme la crise financière ou la prise en compte de la problématique climatique?

Dans le Talmud de Babylone, il y a cette phrase mystérieuse: «L'avenir a un long

passé». Depuis cinq cents ans, les Blancs règnent sur la planète (avec actuellement 12,8% de la population mondiale) et des systèmes successifs d'oppression et d'exploitation comme la conquête des Amériques, l'esclavage, les massacres coloniaux et aujourd'hui, la dictature mondiale du capital financier globalisé. Edgar Morin constate: «La domination de l'Occident est la pire de l'histoire humaine dans sa durée

et son extension planétaire»¹. La mémoire blessée des peuples du Sud se transforme aujourd'hui en conscience politique, force de résistance, renaissance identitaire. Ils demandent excuses et réparations pour les crimes passés. L'Occident, du moins ses classes dirigeantes et leurs gouvernements, répondent par l'arrogance, la cécité.

Dans mon livre, j'évoque l'exemple d'Haïti, colonie française. 1794: la convention abolit l'esclavage. 1799: les esclaves haïtiens se soulèvent, massacrant la majorité des trente mille colons blancs. Napoléon envoie un corps expéditionnaire. Il est détruit. En 1804, Haïti devient la première république noire de l'hémisphère occidental. 1825: Charles X organise, avec l'aide de la Grande-Bretagne, le blocus maritime de l'île. Pour échapper à l'étranglement économique, le président haïtien, Jean-Pierre Boyer, se plie au chantage français: il accepte de payer la somme astronomique de 150 millions de francs-or aux anciens propriétaires d'esclaves. Haïti verse la totalité de la somme jusqu'en 1883. Lors de la conférence mondiale de l'ONU contre le racisme à Durban en 2001, le président Jean-Bertrand Aristide demande à la France le remboursement de cette somme. En 2004, Aristide est renversé par un coup d'État...

Vous indiquez que (*sic*) «les Nations Unies sont en ruine» votre vision paraît sombre de la part d'une personnalité qui, d'une certaine manière fait partie du système. Que faudrait-il faire: réformer, reconstruire?

La diplomatie multilatérale est à l'agonie. Regardez les huit objectifs du millénaire: huit tragédies collectives que les cent nonante-deux chefs d'État et de gouvernement ont promis d'éliminer en moins de vingt ans, lors du sommet de New York, en septembre 2000. Aucune n'a été réduite! Au contraire: prenons le but n°1, la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. À cause du banditisme bancaire occidental, notamment, la faim explose. Plus d'un milliard d'êtres humains sont gravement et en permanence sous-alimentés. Toutes les cinq secondes, un enfant en dessous de 10 ans

meurt de faim. Le rapport annuel de la FAO («Food insecurity in the world») indique que l'agriculture mondiale, dans l'étape actuelle du développement de ses forces productrices, pourrait nourrir normalement douze milliards d'êtres humains, soit le double de la population du monde. Il n'existe aucune fatalité: un enfant qui meurt de faim, à l'heure où nous parlons, est assassiné.

Il existe un fossé entre le Nord et le Sud malgré les milliards de dollars investis, par divers organismes, comment le combler?

Le relativisme culturel est à condamner. Mais les choses ne sont pas si simples: les trois principales déclarations des droits de l'homme celle du 4 juillet 1776 des révolutionnaires américains; celle de 1789 des révolutionnaires français; celle du 10 décembre 1948 de l'ONU – sont toutes d'origine euro-atlantique. Elles sont donc d'origine ethnocentrique. Elles expriment néanmoins des valeurs absolument fondamentales, sans lesquelles il ne peut exister de civilisation sur terre. Le fait que les États occidentaux trahissent eux-mêmes en permanence ces droits lorsqu'ils agissent au-delà de leur territoire national, ne change rien à cette universalité potentielle.

Maurice Duverger écrit: «La plupart des États européens pratiquent le fascisme extérieur», respectant les droits de l'homme à l'intérieur de leurs frontières, les violant au-delà. L'OCI (Organisation des États de la Conférence Islamique) pose, à juste titre, le problème de l'origine ethnocentrique de la Déclaration universelle. Ma position est celle-ci: il ne faut en aucun cas rouvrir les négociations interétatiques sur tel ou tel article de la Déclaration de 1948. Mais il faut tenir compte, dans l'interprétation des droits, de l'héritage culturel – riche, multi-forme – des sociétés musulmanes.

Pensez-vous que certains états parviennent, à se mettre à l'abri du système onusien et même se jouent de lui?

En 2009, les cinq cents plus puissantes sociétés privées transcontinentales du monde ont contrôlé 52% du produit mondial brut (c'est-à-dire de toutes les richesses produites en une année sur la planète). Elles

exercent un pouvoir économique, financier, politique, idéologique, qu'aucun empereur, aucun pape, aucun roi n'a eu jusque-là dans l'histoire des hommes. Elles fonctionnent exclusivement – et c'est parfaitement normal – selon le principe de la maximalisation du profit. Des organisations mercenaires internationales les servent, leur ouvrent les marchés et «désarment» économiquement – comme le dit Rubens Ricupero² – les peuples du Sud. L'OMC et le FMI imposent la privatisation des secteurs publics, la destruction des souverainetés étatiques, le libéralisme effréné, au détriment des plus faibles.

Le dessein de l'Occident que vous décrivez n'est-il plus que l'ombre de lui-même face à des forces qui le submergent?

Jean-Paul Sartre écrit: «Pour aimer les hommes, il faut détester fortement ce qui les opprime». Le titre de mon livre: *La Haine de l'Occident* peut choquer. Il existe deux types de haine: la première est une haine pathologique, celle qui s'exprime par l'action terroriste; elle relève du crime organisé et ne fait pas l'objet de mon livre. La seconde, par contre, est une haine raisonnée, celle qui naît de la mémoire blessée



La nouvelle BMW X1

www.bmw.ch



LE PLAISIR EST UNE VIE PLEINE DE POSSIBILITÉS.

La nouvelle BMW X1 a de la place pour tout: des skis, des clubs de golf, des vélos et des planches de surf. Ce modèle inaugure le segment Premium de la catégorie compacte SAV/SUV. Avec sa vivacité, sa flexibilité et ses moteurs hautement efficaces, la nouvelle BMW X1 écrit un nouveau chapitre impressionnant de l'histoire à succès de la famille BMW X. Et ce avec une consommation extrêmement réduite pour un SAV/SUV. Conjuguez également aspect pratique et beauté exceptionnelle.

LE PLAISIR EST LA NOUVELLE BMW X1.

BMW EfficientDynamics 
Moins d'émissions. Plus de plaisir de conduire.

Emil Frey SA Genève
Route des Acacias 23
1227 Genève-Acacias
Tél. 022 308 5 308
www.emilfrey.ch/bmw-mini



devenue conscience politique, renaissance identitaire, résistance à l'ordre cannibale du monde. Grâce à cette haine raisonnée, des nations souveraines naissent actuellement dans l'hémisphère Sud, en Bolivie, au Venezuela, en Algérie, en Équateur, à Cuba et ailleurs. Mon livre est un livre d'espoir. Au-delà de la naissance de nations fortes, souveraines dans l'hémisphère Sud – où vivent 4,9 milliards de 5,7 milliards d'êtres humains que nous sommes – il y a une seconde raison d'espérer: le surgissement d'une puissante société civile planétaire.

Des mouvements sociaux entièrement inédits naissent: ATTAC, Via Campesina, le Mouvement des Sans-Terres, Jubilé 2000, le syndicat Sud, e.a. Ils traversent les classes sociales et les classes d'âge, les frontières entre les partis et celles entre les États. Cette société civile qui, annuellement, se retrouve au Forum social mondial est dès maintenant une force historique planétaire. Elle s'alimente des combats menés sur les fronts les plus divers contre la dictature planétaire du capital financier et sa théorie de légitimité: l'obscurantisme néolibéral. Elle n'a ni programme unique ni institutions permanentes. Elle est la fraternité de la nuit.

Walt Whitman nous offre ces vers: «He awoke at dawn and went into the rising

sun... limping» («Il se réveilla à l'aube et marcha vers le soleil levant... en boitant»). Des millions d'êtres à travers le monde sont à présent réveillés.

N'acceptant pas la privatisation du monde, ils ont décidé de s'organiser, de lutter pour un autre monde. L'immense cortège des insurgés est en marche. Il avance. Dans l'incertitude, en boitant. La libération de la liberté dans l'homme est son horizon. Karl Marx a dit: «Le révolutionnaire doit être capable d'entendre pousser l'herbe». L'herbe, aujourd'hui, pousse. Magnifiquement.

La Genève internationale est elle, selon vous un concept, une illusion ou une réalité?

La Genève internationale est une bénédiction et un honneur pour la Suisse. Intellectuellement, financièrement, humainement l'ONU enrichit notre petite République. Des problèmes existent. J'ai été longtemps conseiller national (député) de Genève au parlement de la Confédération. Il m'était souvent difficile de convaincre mes collègues de Zurich, Bâle, Lugano, e.a., que l'État fédéral devait donner – dans ses investissements – une place absolument privilégiée à Genève, afin d'assurer le rayonnement du pays et de permettre à l'ONU de fonctionner dans des bâtiments

convenables. A Genève même, nombre de gens ne sont pas conscients de la chance extraordinaire, de la richesse humaine que constitue la présence du siège européen de l'ONU dans notre ville. Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale chargée des affaires étrangères, fait un travail impressionnant. La Suisse n'est entrée à l'Organisation qu'en 2002. Elle est aujourd'hui le quatorzième contributeur. Des institutions universitaires nouvelles sont nées, utiles à l'ONU et travaillant avec elle, comme, par exemple, l'Académie du droit international humanitaire et des droits humains.

Genève doit également remercier la revue *UN Special* pour le travail d'information essentiel qu'elle accomplit tous les mois.

Un point noir reste la scandaleuse crise du logement à Genève et dans les zones frontalières. Elle est due à une spéculation immobilière effrénée. Les spéculateurs encaissent des profits faramineux, les locaux souffrent. Le Conseil d'État se révèle mou, incompétent, incapable de briser la spéculation. Parmi ceux qui en pâtissent, il y a beaucoup de fonctionnaires de l'ONU, des collaborateurs d'ONG, les missions diplomatiques. Il faut briser le gangstérisme immobilier à Genève. ■



La haine de l'occident est disponible en livre de poche.

¹ Edgar Morin, *Vers l'abîme*, Paris, 2007, p.117.

² Économiste brésilien, ancien secrétaire général de la CNUCED.



WHAT'S NEW DOCTOR?

Platelet Rich Plasma . 100% natural anti-aging treatment



Beauty is not an absence of flaws, but a state of grace. Medical aesthetics offers a wide range of complementary treatments that are safe and non-invasive, offering you the possibility to embellish yourself and your life.

What is it?

Due to the extraordinary healing properties of Platelets, injections of Platelet-Rich-Plasma (PRP) have been successfully used for over 10 years in reconstructive surgery, and the technique has recently emerged in aesthetic medicine. PRP consists of using the patient's own cells and thus poses no risk of allergy. This new method turns the clock backward, restoring skin to its former glow and healthy appearance. This natural procedure offers incredible skin rejuvenation and generates especially wonderful results for the neck and the eye contour area. Thanks to the powerful revitalizing and stimulating properties of platelets, the skin repairs itself progressively during the three months following the first procedure. Results are long-lasting and totally natural. Botox® and fillers can be used to enhance the effect of PRP since their different virtues may be cumulated.

How does it work?

The first step consists in taking a blood sample, which will immediately be centrifuged in order to separate and concentrate its platelets. The plasma rich in platelets is then collected and re-injected through mesotherapy in the areas chosen for treat-

ment. PRP boosts cellular activity, stimulates collagen production and improves skin texture, tone and complexion. This procedure is very gentle and the results will delight you.

We were all waiting for a true solution to dark circles!

The presence of fine wrinkles, dark circles and saggy skin below the eyes is a common complaint and is one major cause of a tired and unattractive look. Used in this very delicate area, PRP restores elasticity, smoothness and vitality.

Beauty is not an absence of flaws, but a state of grace. Medical aesthetics offers a wide range of complementary treatments that are safe and non-invasive, offering you the possibility to embellish yourself and your life.

QUOI DE NEUF DOCTEUR ?

**Plasma Riches en Plaquettes
Traitement anti-âge 100% naturel**

La beauté n'est pas absence de défaut, mais un état de grâce. Par ses traitements complémentaires, la médecine esthétique peut embellir la vie, apporter des solutions concrètes et peu contraignantes pour retrouver l'harmonie naturelle du visage.

Qu'est-ce que c'est ?

Les injections de Plasma Riche en Plaquettes (PRP) sont utilisées depuis plus de 10 ans en chirurgie réparatrice pour leurs vertus cicatrisantes et ont récemment percé dans le domaine de la médecine esthétique. Ce traitement, dont les effets sont scientifiquement prouvés, revitalise l'ensemble du visage et fait des merveilles pour le contour des yeux et le cou. Utilisé seul ou avec d'autres traitements complémentaires telles que les injections de Botox® et d'acide hyaluronique, cette nouvelle technique a un effet rajeunissant très naturel. Le PRP est un concentré de plaquettes dérivé de son propre sang, qui, injecté dans le derme, stimule les tissus sous-cutanés et redonne à la peau sa fermeté et son éclat. La finalité de ce traitement est de régénérer et de réparer la peau à long terme.

Comment ça marche ?

Cette technique commence par un prélèvement sanguin. Le sang recueilli est immédiatement centrifugé afin d'en extraire le plasma riche en plaquettes. Pour obtenir des effets quasi-miraculeux, le médecin injecte le plasma par mésothérapie à l'aide d'une aiguille très fine dans les zones à traiter. Grâce aux puissantes vertus revitalisantes des plaquettes, la peau se répare d'elle-même au cours des 3 mois qui suivent le premier traitement. Elle se retend, devient plus souple et retrouve toute sa santé. La procédure est douce, les gestes délicats et les résultats vous enchanteront !

Enfin une solution remarquable dans la prise en charge des cernes !

Les cernes sont l'un des acteurs principaux de l'effet « mauvaise mine » et d'un regard fatigué. L'injection indolore de PRP dans cette zone délicate, redonne vitalité et jeunesse au contour des yeux.

FOREVER
LASER INSTITUT

CENTRE DE MÉDECINE ESTHÉTIQUE

UNICEF: INTERVENTIONS D'URGENCE



Le rôle de l'UNICEF dans les situations d'urgence consiste à protéger les enfants et les femmes, à veiller à l'application rigoureuse des normes internationales relatives à leurs droits et à leur offrir des secours. Dans les situations d'urgence les femmes et les enfants sont souvent les premières victimes.

PHOTO ROGER LEMOYNE

Dans une catastrophe comme celle là, ce sont les enfants haïtiens qui sont les plus vulnérables. Ils risquent d'être séparés de leurs familles, ils sont encore plus exposés à des blessures, des maladies, la malnutrition et à toutes les formes d'exploitation et d'abus. Avec nos partenaires, et parmi eux le gouvernement haïtien, les ONG, la société civile, l'UNICEF s'est engagé à assurer que les enfants haïtiens aient accès à la nourriture, l'eau potable, qu'ils soient protégés et qu'ils reçoivent le soutien psychologique dont ils ont besoin.

Le tremblement de terre qui a frappé Haïti est une catastrophe qui touche à la fois

la population haïtienne mais aussi toutes les organisations qui travaillaient à ses côtés avant le séisme. Le défi, qui maintenant va être de reconstruire mieux, est dans ces conditions encore plus difficile à relever. La communauté internationale doit aider Haïti dans cette tâche. Le redressement commence avec les enfants et leurs communautés et c'est seulement en plaçant les enfants au cœur des efforts de reconstruction que l'on pourra rétablir un nouvel Haïti.

L'assistance aux enfants non accompagnés, qui ont perdu leur famille ou s'en sont trouvés séparés, est au cœur des opérations

humanitaires de l'UNICEF à Haïti, suite au tremblement de terre meurtrier du 12 janvier.

Tout en continuant la livraison quotidienne de fournitures indispensables à la survie, comme l'eau, la nutrition, des abris et des médicaments (à ce jour, l'UNICEF a reçu des fournitures pour 250 000 enfants et est en train de les distribuer) l'UNICEF et ses partenaires comme Save the Children ont également commencé à enregistrer les enfants non accompagnés qui errent dans les rues de Port-au-Prince. Un programme sera alors mis en œuvre pour retrouver les familles de ces enfants, si elles ont survécu.

Nous avons installé dans la capitale des «espaces de sécurité» pour les enfants non accompagnés, y compris des nourrissons. A l'intérieur de ces espaces, l'UNICEF et ses partenaires peuvent aider et protéger ces enfants qui n'ont nulle part où aller, jusqu'à ce que l'on retrouve leurs familles ou que l'on mette au point des solutions de remplacement.

Ces espaces de sécurité sont des endroits où les enfants peuvent trouver un abri, de la nourriture, de l'eau et des médicaments. Ils peuvent aussi servir d'écoles de fortune et de zones de récréation.

L'UNICEF a eu recours à des espaces de sécurité de ce type pour protéger les enfants et les réunir avec leurs familles lors de situations d'urgence humanitaire, tout récemment à Myanmar suite au passage d'un cyclone dévastateur et également à Banda Aceh, en Indonésie, après le tsunami. Quarante pour cent de la population haïtienne a moins de 14 ans, il s'agit donc clairement d'une situation d'urgence concernant les enfants et les besoins en matière de soutien, protection, enregistrement et réunion des familles sont immenses. ■



DESTINATION

CHAMONIX MONT-BLANC

ski de **printemps**

décidez **maintenant !**

**facilité
d'accès**

**neige
assurée**

**prix
modéré**



compagniedumontblanc.com

INTERVIEW

LAURENT THOMAS, DIRECTOR, EMERGENCY OPERATIONS REHABILITATION DIVISION, FAO



QUESTIONS BY C. DAVID, ONU

How would you list the priorities and the degrees of urgency for the Haitian population?

The Haitian earthquake, one of the deadliest in modern times, caused a dramatic humanitarian crisis and led to one million homeless in Port-au-Prince and at least 500,000 people fleeing Port-au-Prince for the provinces. It also seriously impacted food security nationwide and a hunger crisis is looming. Populations that already did not get enough to eat, now share their family food baskets with relatives that have fled the quake zone.

To make matters worse, damage to supply chain infrastructure has made food much more expensive. The prices of wheat flour, sorghum, imported rice and beans, the main source of protein for the poor, have all soared (see graph). FAO's immediate priority is to support the affected populations by sustaining and ramping up domestic food production and providing support to

subsistence and vulnerable farmers for the March planting season which accounts for sixty percent of national food production.

The United Nations and its partners have launched the Haiti Earthquake Flash Appeal 2010, seeking USD 575 million to carry out rapid, life-saving and early recovery activities over an initial 6-month period. Under this appeal, the Agriculture Cluster, led by FAO, is seeking USD 23 million to rebuild the productive capacities of poor households. The appeal is currently under revision and will be finalized on 17 February with a larger envelope for agriculture and food security activities over the next twelve months.

A key priority as a social safety net, is to ensure that ongoing food production activities in areas not directly affected by the earthquake continue, while at the same time rebuilding the food security and incomes of families reeling from the disaster. Over half the population in Haiti is already undernourished and about two million people are suffering of hunger. To prevent the situation from getting worse, the Agriculture Cluster is working to ensure that small-scale urban and rural farmers receive inputs and technical support in time for the March and June planting seasons so they can rapidly boost their food production. The Cluster is also seeking to increase the absorption capacity of communities hosting displaced groups and to enhance overall food production throughout the country.

FAO currently has seventy-three experts and employees working through its FAO Representation and Emergency Rehabilitation and Coordination Unit offices throughout Haiti. This number is increasing in order to support the Government of Haiti and the Ministry of Agriculture, which lost personnel and sustained considerable damages. FAO has sent experts to assess damages to the agriculture sector and infrastructure and

on the market chain and is participating in the vulnerability assessment by WFP.

What do you think your Organization can offer to the Haitian people to allow them to become more autonomous, and not just "give them fish, but a fishing rod"?

Haitian agriculture was in the grip of a renaissance before the disaster struck, showing recovery is possible. The earthquakes must not be allowed to reverse that positive trend. With people moving back to the rural areas, support to Haiti's agricultural sector is now an urgent priority and the Haitian government's plan does a very good job of laying down the immediate priorities.

Almost fifty-five percent of Haitians lived in rural areas before the earthquake struck. Haiti's rural areas are desperately poor with eighty percent of the population surviving on the razor-edge of poverty with less than two dollars a day.

In the short, medium and longer-term, substantial investment in agriculture and support to poor farmers, the drivers and beneficiaries of rural development, must play a major role if lasting national recovery is to be achieved in Haiti. International investment in natural resource management, to preserve soils and fresh water supplies and reforest the country's denuded hills is also vital to increase Haiti's resilience to future natural disasters.

In this context, FAO is calling for international donors to support a several million investment plan in the agricultural sector drawn up by the Haitian government to repair earthquake damaged infrastructure, boost national food production and create employment for people fleeing Port-au-Prince.

The special programme, drawn up by the Ministry of Agriculture, Natural Resources



© Adam Rogers / UNDP

and Rural Development gives specific orientation for international aid in the sector for the next eighteen months. FAO is deploying a team of technical experts to further define the agriculture medium and longer term plan and to contribute to the joint Post Disaster Needs Assessment (a coordinated effort) for the sustainable reconstruction of Haiti.

Do you consider it possible to avoid or limit any future catastrophe by decentralizing the population to locations outside of Port-au-Prince?

Indeed the catastrophic events and aftermath from the earthquake are multiple: the destruction of productive assets and infrastructure has affected already many income-earning activities and has led to widespread unemployment. This obviously results in the loss of income and purchasing power. Although agricultural production was good in 2009, transportation and infrastructural constraints are expected to limit internal trade and have a negative impact on prices.

A key priority is to ensure that internal trade continues smoothly in order to guarantee food supply to the population living in earthquake affected areas. It is therefore important to rehabilitate infrastructure on key routes, especially the links with the Dominican Republic as the country is and will still be receiving many goods from that pipeline.

Another issue to be addressed following the earthquake is the overwhelming movement of people to the countryside where the degraded soil and natural resources are at high risk of further depletion. However, if the right policies and investments are implemented in support of subsistence or small scale farming, these people can help increase productivity in rural areas and rebuild their lives. Reconstruction and

rehabilitation of agricultural assets and infrastructure is therefore central to increasing production and supporting the productive employment of the displaced people and their hosting families. This is especially important in relation to the mutual support of urban and rural population and their livelihoods inter-dependency.

Regarding the possibility of decentralizing the population permanently to avoid any future disasters, we cannot ascertain what the Government may decide. What is important

is however to ensure that what is built back is done well, and that disaster preparedness be an integral part of this building back better. As many small island developing states, Haiti is prone to natural disasters, not only because it has seismic areas but also because of its geographical location, which is susceptible to cyclical hurricanes. There is an opportunity now to strengthen institutional and community capacities in food security, in disaster risk reduction in agriculture and contingency planning for any future disaster. ■



Let Harsch move your home and remove your worries...



www.harsch.ch



Bertrand Harsch
CEO

Harsch Transports world-wide moving and relocation services

GENEVA
10, rue Baylon ■ 1227 Carouge
Tel. +4122 / 300 4 300
Fax +4122 / 300 17 46
e-mail: harsch@harsch.ch

ZURICH
Im Vorderasp 4 ■ 8154 Oberglatt
Tel. +4144 / 851 51 00
Fax +4144 / 851 51 05
e-mail: harsch.zh@harsch.ch

BASEL
Schlossmattweg 27 ■ 4142 Münchenstein
Tel. +4161 / 411 56 17
Fax +4161 / 411 56 18
e-mail: harsch.bs@harsch.ch

- World-wide moving expertise
- Relocation services
- Competent high quality service
- Best value for money
- Fine Art specialist

 **Tollfree 0800 HARSCH or 0800 016 016**
 **Tollfree +800 SWISSMOVE or +800 88 44 88 44**





INTÉGRER L'ENVIRONNEMENT COMME QUESTION TRANSVERSALE



MATTHEY CONWAY, PNUE/BCHA
English version: www.unspecial.org

Etant donné que le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) travaillait déjà à Haïti lors du séisme du 12 janvier, son équipe opérationnelle sur le terrain a pu répondre à la catastrophe dès le premier jour, dans le cadre des larges efforts internationaux de secours. Jusqu'ici, les composantes principales de la réponse du PNUE ont inclus l'évaluation des structures de bâtiment, des évaluations environnementales rapides, et de s'assurer que l'environnement est pris en considération à travers les nombreux groupes humanitaires, comme mandaté par le secrétaire général adjoint et coordinateur pour les secours d'urgence de l'ONU, John Holmes.

«Les catastrophes et les conflits, ainsi que les opérations de secours et de redressement, ont un impact sur l'environnement en des termes qui menacent la vie humaine, la

santé, les moyens de subsistance et la sécurité», a dit René Nijenhuis, responsable de l'unité environnement PNUE/OCHA, le mécanisme de réponse aux urgences environnementales de l'ONU. «L'incapacité à traiter ces risques peut affaiblir le processus de secours et causer de nombreuses victimes supplémentaires, des déplacements et une dépendance à l'aide ainsi qu'une augmentation de la vulnérabilité. Les responsables de gestion des catastrophes et les travailleurs humanitaires peuvent agir pour l'éviter.»

L'homologue principal du PNUE à Haïti avant le séisme, le ministère de l'environnement, est maintenant opérationnel. Des réunions avec le ministre et des commissions ministérielles se tiennent régulièrement, et un travail conjoint et des missions de terrain sont en train d'être menés au niveau national et départemental.

Un travail de terrain, effectué depuis le 13 janvier à Port-au-Prince et dans ses envi-

rons, a identifié un certain nombre de questions environnementales majeures à court et moyen terme. Parmi les plus urgentes figurent la gestion des déchets solides et médicaux et la gestion des matériaux de démolition.

Les déchets domestiques solides sont généralement entassés dans les rues et brûlés sur place, bien que la collecte des déchets ait commencé dans les rues principales. Des actions conjointes ont été initiées par le PNUD, l'UNICEF et le PNUE afin de soutenir DINEPA, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement à Haïti, dans ses efforts pour développer des mesures concrètes afin de répondre à l'urgence et une stratégie pour la gestion des déchets à moyen et à long terme.

Des opérations de réponse d'urgence engendrent actuellement une quantité très importante de déchets médicaux, qui est temporairement amassée dans les hôpitaux et commence seulement à être ramassée par des camions de déchets municipaux. Bien qu'un système d'élimination des déchets médicaux est maintenant en place suite aux actions réalisées par DINEPA avec l'assistance technique du PNUE, de l'OMS et du PNUD, des mesures sont encore nécessaires afin d'améliorer la chaîne de collecte des déchets.

Dans l'épicentre et les zones hautement touchées, le pourcentage de destruction ou de dommages sévères aux bâtiments ou autres structures est de 60-80%. Le volume des déchets de démolition potentiellement

général par les opérations de secours et de reconstruction doit encore être techniquement estimé, mais il sera probablement de l'ordre des dizaines de millions de tonnes. Il y a plusieurs possibilités de réduire l'impact de ce programme massif. Des efforts de recyclage sont déjà observés, mais des déchets sont aussi jetés en large quantité sur le bord des routes. Le PNUE soutient le développement de principes conceptuels sur la gestion des débris à Port-au-Prince et dans ses alentours, ce qui alimenterait le développement d'une stratégie de gestion des débris.

Entre-temps, des plans d'intervention sont en cours de développement pour préparer la prochaine saison des pluies, en prenant en considération les populations déplacées et les carences logistiques. Haïti connaît deux saisons de pluie: d'avril à juin et d'octobre à novembre. La saison des ouragans est du 1^{er} juin au 30 novembre. Plus de nonante pour cent des récentes catastrophes à Haïti ont

été liés aux risques hydrologiques et climatiques tels que les cyclones tropicaux, les crues subites et les glissements de terrain, tous ont été davantage aggravés par la déforestation massive. Toutefois, il existe un potentiel élevé de reconstruire dans une perspective meilleure et réduire les risques liés aux catastrophes à travers une hydrologie améliorée, une stabilisation de la pente par la restauration de la végétation et un travail d'ingénierie géologique. Le PNUE facilite un processus de développement d'études rigoureuses sur les risques géologiques en organisant une mission d'experts hautement qualifiés pour développer l'étude.

«Le PNUE s'assurera que les considérations environnementales sont intégrées dans la réponse de secours et de redressement afin de gérer d'une façon sûre, effective et non nuisible pour l'environnement l'infrastructure endommagée et les énormes quantités de déchets à Haïti, ainsi que de déterminer les besoins de redressement

environnemental à moyen et à long terme à travers le processus d'évaluation des besoins après désastre (*Post-Disaster Needs Assessment* – PDNA)», déclare Asif Zaidi, directeur des opérations de la branche de gestion à la suite de conflits et de catastrophes (*Post-Conflict and Disaster Management Branch* – PCDMB). «En même temps, le PNUE développera des programmes de redressement pour une réhabilitation environnementale (reconstruire dans une perspective meilleure et plus écologique) et une réduction des risques liés aux catastrophes, tout en portant également une attention appropriée afin d'éviter des impacts environnementaux négatifs et involontaires des opérations de secours et de redressement.» ■

Pour plus d'informations sur les efforts du PNUE de s'assurer que les considérations environnementales sont incluses dans les phases de secours et de redressement, consultez: <http://oneresponse.info/Disasters/Haiti/Environment/Pages/default.aspx>





concerts | shows | events

PRESENTE



WHITNEY HOUSTON
 NOTHING BUT LOVE WORLD TOUR 2010
 10.05.10 → ARENA GENEVE



BHARATI
 28 et 29.10.10 → THEATRE DE L'ARENA GENEVE



KATIE MELUA
 10.11.10 → ARENA GENEVE

Information et inscription à notre newsletter: www.opus-one.ch







Nouvelles conditions pour diplomates.

New sales conditions for diplomats.



Pour plus d'informations allez sur www.lexus1200.ch ou www.toyota1200.ch

For further informations please go to www.lexus1200.ch or www.toyota1200.ch



Emil Frey SA Genève
Centre Toyota – Lexus
 13, Rue François-Dussaud
 1227 Genève-Acacias
 022 308 5 508




WHO COORDINATES GLOBAL RESPONSE, RECOVERY TO HAITI EARTHQUAKE



Striving against overwhelming odds, thousands of humanitarian professionals are working as part of a global effort to respond to the health challenges posed by Haiti's 12 January, 2010, earthquake. The World Health Organization/Pan-American Health Organization, as Health Cluster lead, has been collaborating with more than 270 partners to support Haiti's response to and recovery from the emergency, which will take many months, if not years.

PAUL GARWOOD, WHO

In the following accounts, WHO staff explain their roles in the response and discuss future health challenges.

Dr. Henriette Chamouillet, the WHO/PAHO representative to Haiti, was meeting with

top Haitian government and health officials as disaster struck. "Suddenly everything shakes and we were able to leave the room safely and we waited until the earthquake had finished in the garden," Dr. Chamouillet said.

How did the WHO office respond immediately after the earthquake?

"Since the earthquake we have not stopped distributing medicines. From the first day, we started distributing to a handful of groups and now we send to a hundred a day. We distribute to public hospitals, private hospitals, international aid whoever they are. We need two types of medical equipment: emergency equipment for orthopaedic surgery and medical equipment to replace what's destroyed. Sterilisers fell and broke, we need autoclaves, operating tables, delivery and bandaging beds, and a lot of other equipment."

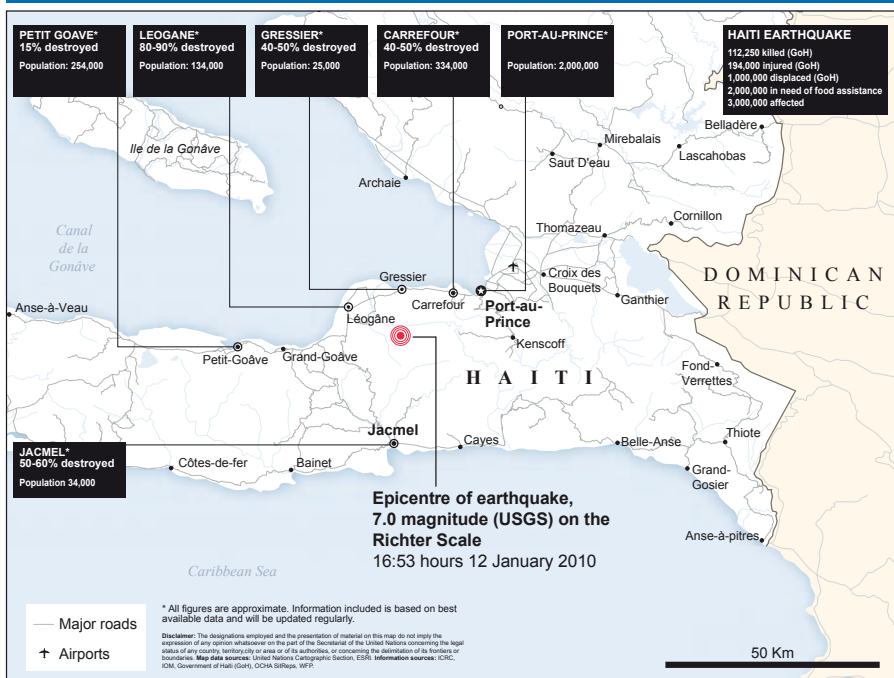
What are key health challenges in coming months?

"We must ensure the wounds people have suffered are taken care of, this is the first

LINDEGGER
OPTIQUE
maîtres opticiens
COURS DE RIVE 15 - GENEVA - 022 735 29 11

*your best eyesight is through
our eyewear and care*

optic - optometry - eyewear - instruments - contact lenses



priority. As we start entering the post-emergency phase, we will be forced to slowly resume our usual activities with the other emergencies not linked to the earthquake, such as appendectomies, Caesarean sections or road accidents. We have no outbreaks yet, but we have resumed vaccinations, in particular for children in temporary settlements.” Dr. Giuseppe Annunziata has been playing a key role for WHO since hours after the earthquake struck. He is the coordinator of emergency program support for the Health Action in Crises Cluster at WHO’s Geneva headquarters. Dr. Annunziata led the HQ-level response to support Dr. Chamouillet’s staff and the PAHO office in Washington D.C.

The earthquake was the biggest natural disaster in terms of human suffering since the Asian Tsunami of late 2004. After the Tsunami, the humanitarian reform was undertaken, which revamped coordination of humanitarian work in emergencies and paved the way for the development of the health cluster and others. In Haiti, the cluster system has been a vital tool in coordinating hundreds of health providers and other humanitarian players.

Is there a “political” aspect to humanitarian crises?

Disasters are more and more political events and humanitarians must be able to analyse

the complex context in which their response is implemented. They are no longer solely matters for “technical” health specialists expert in disaster response. We must be able to analyse the complex political dynamics associated with such emergencies. In Haiti, a key issue was, we had on one hand, a strong foreign military presence, and on the other hand, hundreds of international humanitarian actors. And they were all operating in a sovereign state. Understanding the different mandates and goals of these entities is crucial to best use available resources and make them consistent with the government’s response and early recovery process.

NEW BUSINESS CLASS IN FINNAIR'S LATEST AIRBUS A330 AIRCRAFT

The newcomer's Business Class has a new type of full-flat seat, which reclines to fully horizontal, as well as a new lay-out with more seats, offering more privacy than before. Finnair flies the shorter, faster northern route between Europe and Asia, via Helsinki. Finnair's intercontinental destinations include all major Asian cities and selected destinations in North America. Our European network offers several daily flights to over 50 European cities. Fly the straightest way from Geneva or Zurich to Asia via Helsinki Airport. Have a look at Finnair's flights at www.finnair.com/ch or contact your travel agency.

FROM GENEVA OR ZURICH VIA HELSINKI
TO BEIJING . SHANGHAI . HONGKONG . TOKYO . OSAKA . NAGOYA . SEOUL
BANGKOK . DELHI



FINNAIR

THE FAST AIRLINE BETWEEN EUROPE AND ASIA



How did Haitians respond?

Everybody speaks about international aid but we must acknowledge the enormous effort by Haitians and national institutions. Haitians were helping their own people hours and days before many outside humanitarian aid providers stepped in.

What are the health challenges?

Post-surgical care and increased demand for addressing the needs of people with disabilities. This is not only a medical issue, but will imply also issues related to architecture, education, employment, psychosocial support, social services. It is not just about providing physical rehabilitation. The concerns we had for nutrition and maternal and child health before the earthquake were amplified by the event. We need basic health services to be reactivated.

Dr. Daniel Lopez-Acuña, director of Health Action in Crises Strategy, Policy and Resource Management department, is involved with WHO's efforts to help Haiti's health system recover and rebuild from the emergency. The impact of purely humanitarian relief interventions will soon reach its limit and there is already a focus on ensuring that health services can be delivered while reconstruction and recovery efforts are being put in place, he said.

What are WHO and the Health Cluster's key tasks to help Haiti?

We must maintain critical lifesaving interventions and accelerate the pace for attaining health and nutrition-related Millennium Development Goals. We are working to strengthen the Ministry of Health's authority over the health sector and re-establish the functionality of the health system.

What are the short-term and long-term health objectives?

In the short term, the objectives are to make Haiti's health districts operational and ensure essential health services are available in affected areas. But over the longer term, we are focused on helping Haiti rebuild its damaged health infrastructure and develop new rationalize the new hospitals and clinics, build institutional capacity to improve the health system in the affected districts, sustain the delivery of health services through "transitional schemes" and create the foundations for a sustainable, permanent health system. Olivia Lawe-Davies was among several dozen WHO staff who deployed to Haiti following the quake. A communications officer with WHO headquarters Child and Adolescent Health department, Ms Lawe-Davies provided a vital link between WHO's country office and local and international media seeking information.

What were your impressions?

Having prepared for the worst, I was surprised when I arrived six days after the earthquake) to see streets cleared of the bodies and much of the rubble I had seen on the news. But the human suffering was evident. Hundreds of thousands of people had been killed and injured, and one million were homeless. Miraculously, no WHO staff member died or was seriously injured in the quake, but two lost children. The office building remained standing, but was unsafe to occupy. WHO supports a government-run vaccines, medicines, and medical equipment store known as PROMESS. We slept in tents and the WHO team works in PROMESS' offices.

I saw many heart-wrenching things. One little girl, around one or two years old, was waiting to be treated at a field hospital. Quietly curled up in her mum's lap, she sucked on her finger to comfort herself (as virtually all kids do). But it was the only one she had left on her hand – her others had been amputated. ■

UNE SI FORTE RÉSONANCE NOUS LIE À HAÏTI!

DJÉLY-KARIFA SAMOURA¹ & CLAUDE CITON²

«Haïti, où la Négritude se mit debout pour la première fois et dit qu'elle croyait à son humanité...»³ selon Aimé Césaire, en 1939, n'est plus qu'une terre de désolation en ce 12 janvier 2010 à la suite de la terrible catastrophe qui y est survenue et de ses conséquences, qui persistent quotidiennement dans ce pays, engendrant de grandes souffrances.

La CONGAF ajoute l'expression de son sentiment de consternation et d'effroi, ainsi que de grande compassion, à celui qui a été très largement manifesté par la communauté internationale. L'Afrique, continent-mère, les organisations de la société civile africaine et la diaspora africaine liées à Haïti par une forte résonance, ont particulièrement ressenti cette tragédie. L'ONU a caractérisé cette catastrophe comme la plus grave à laquelle elle a dû faire face dans son histoire

– pire même que le tsunami du 26 décembre 2004 en Asie du sud-est.

La CONGAF, depuis de longues années, s'efforce de mieux faire comprendre la problématique des pays et des populations les plus pauvres dans les instances qui sont responsables du développement, au niveau planétaire et au niveau national, et de lancer des projets pour atténuer cette problématique qui affecte si profondément la vie sur notre planète.

La question géologique du tremblement de terre, aussi bien à Haïti aujourd'hui comme partout ailleurs dans le monde, est une question d'une ampleur qui dépasse l'humanité, même au niveau de la prévision, puisque encore à Haïti la population n'a guère été avertie. C'est la question que notre voisin Voltaire avait déjà posée en son temps à propos du

tremblement de terre de Lisbonne. Elle fait intervenir la notion, très ressentie nous le savons à Haïti, de la relation entre l'homme et Dieu, pour ceux, très nombreux dans ce pays, qui sont convaincus de son existence.

Au plan humain la CONGAF estime que, dans le passé, une action plus avisée aurait dû être menée à Haïti pour surmonter le sous-développement, qui a des causes historiques mises en lumière encore récemment dans les commentaires faits autour de la catastrophe. Une ONG haïtienne a déclaré sur une ou plusieurs chaînes de télévision que les fruits et légumes produits dans le pays n'atteignaient pas les marchés des villes, y compris Port-au-Prince - non seulement après la catastrophe, mais aussi précédemment. Les populations urbaines auraient

Suite de l'article en p.33



Think Relocation...



...Think Interdean

+ 4122 939 1000

geneva@interdean.com



www.interdean.com





**NOUVELLE Mazda3
PREMIER ARRIVÉ,
PREMIER EMBALLÉ.**

La nouvelle Mazda3, un style, un design et une efficacité largement au-dessus de la moyenne. Mais le mieux, c'est encore de l'essayer sans tarder! Elle est disponible en essence (105 et 150 ch) ou en Turbo-diesel Commonrail 2.2 (150 ch/360 Nm et 185 ch/400 Nm), à partir de CHF 24 350.-.

www.mazda3.ch

GB&M, VOTRE REFERENCE AUTOMOBILE.
English spoken • Diplomatic sales



Route du Nant-d'Avril 34 • 1214 Vernier
Tél. 022 939 06 30 • www.gbm.ch

Garantie 3 ans ou 100 000 km. Catégorie de rendement énergétique A — D. Consommation mixte 4,5 — 7,7 l/100 km, émissions de CO2 119 — 183 g/km (moyenne de toutes les voitures neuves 204 g/km).





A poor neighbourhood shows the damage after an earthquake measuring 7 plus on the Richter scale rocked Port-au-Prince Haiti just before 5 p.m., January 12, 2010.

© UN Photo/Logan Abass

GUIDO GALLI, 1967-2010



The earthquake that hit Haiti on 12 January 2010 was devastating in its effect; leaving in its wake a humanitarian catastrophe as well as countless stories of profound grief for those who lost loved ones in such tragic and unexpected circumstances.

LUCY MORGAN EDWARDS

One of those who was killed was Guido Galli who was known to UNOCHA staff here in Geneva, where he worked from late 2005 until Spring 2007.

The loss of Guido has brought sadness to the hundreds of people who had come to know him throughout his short career which spanned much of the globe. Among the tributes paid to Guido, many have commented on his ability to lighten up the most stressful of situations with laughter, fun and warmth. Guido's strength was also his kindness and his interest in others. In this, Guido was an example to those of us working in the humanitarian field. It also explains why Guido had such a profound impact on peo-



ple, even those whom he had not known for long. Yet there was another, more serious side to Guido, and that was his career with the UN and his concern for the war afflicted and vulnerable.

A native of Florence, Guido had begun his UN career at MINUGUA, Guatemala where he was based for six years as a Human Rights and Political Affairs Officer. Much of his focus there was advising on the inclusion of Human Rights and Peace Agreements into National Legislation. In the year 2000 he finally left MINUGUA to undertake a Masters in 'Post War Recovery Studies' at York. Over the following nine years Guido's work covered pretty much every area of the UN Charter.

After September 11 he moved to Mazar-i-Sharif in Afghanistan as a Protection Officer for UNOCHA. He then moved to Peacebuilding in Kabul where I met him. We worked together on the elections for the first Loya Jirga which took place in 2002. He was responsible for monitoring the implementation of the political and human rights aspects of the Bonn Agreement. Not one to stand still for long and with his recent experience of Afghanistan's post-conflict democratization exercise, he moved to IDEA in Stockholm. He stayed there until late 2005, as Programme Manager, formulating policy recommendations on internal assistance programmes for democracy building.

Guido's next job was with OCHA here in Geneva where, by a sad twist of fate he was Principal desk Officer on both the Pakistan and Indonesia earthquake responses. It seems a bitter irony now that Guido was

giving support then from Geneva to relief and recovery operations in those areas whereas today he has become a victim of the next most catastrophic earthquake to hit the world.

From Geneva, Guido moved to OCHA New York where, still focusing on relief and recovery, he contributed to the Joint Initiative on recovery coordination.

It was in July 2008 that he went to Haiti as a P5 Senior Political Affairs Officer at the MINUSTAH Headquarters. There, he was involved again in Peacekeeping but his focus remained on the political side; providing recommendations on the country's political situation and the Mission's strategy to the SRSG. Many of those who knew him will recall how his warmth of spirit so often helped those he worked with get through the most difficult day.

Had he lived on, Guido's career was likely to have reached significant heights at the UN. Yet he had already achieved so much. One colleague said that Guido believed change for one person – no matter how small or big – is as important as change for all people. It is hoped that his Legacy will live on in the "Guido Galli Association" which Guido's partner Felipe Camargo, is setting up in his memory, to assist the families of earthquake victims.

Meanwhile on Friday, 12 February 2010, at the Palais des Nations in Geneva, a memorial service and tree planting was held for Guido by former colleagues and friends. Three Indian lilas trees were planted close to the two cedars that were planted for other OCHA colleagues who died in Mongolia and close to Guido's former office.

A friend who had known him from his early days at MINUGUA commented: "Guido so clearly made a profound impact on so many lives wherever he went, both professionally and in terms of who he was as a person. He was a very special soul indeed." ■

MAY LISA FOR EVERMORE REST IN PEACE



Lisa Anne Mbele-Mbong, a national of the USA and Cameroon, joined the UN in 2002 to take up the position of Human Rights Officer in the Democratic Republic of the Congo. Her passion for human rights brought her to Haiti in 2005.

For the past three and a half years, she worked as a Team Leader in the Policy and Planning Unit of the UN Stabilization Mission in Haiti. Like many other UN staff members in Haiti, Lisa was attending a meeting when tremors from the earthquake began. Realizing what was happening, they started to leave and Lisa, being closest to the



door, was the first out, and was immediately felled.

Lisa, a typical "UN child" (her father, Samuel, worked for the World Meteorological Organization and her mother, Helena worked at the World Health Organization), was born in Colorado in 1971 and grew up in three continents, Africa (Cameroon and Burundi), Europe (Geneva and the neighbouring France) and USA (Massachusetts). After graduation, Lisa began her career in Washington D.C., before landing a job as Elections Monitor with the Organization of American States which took her to Haiti twice. The third time was with a National Democratic Institute (NDI) mission which she eventually headed. Lisa often visited the Office of the UN High Commissioner for Human Rights in Geneva and spoke to her colleagues about the situation in Haiti. Lisa's love of Haiti, her desire and ability to serve the people of that country, and her eagerness to move to a duty station where her son, Nady, could be with her, combined to bring her to Haiti for the fourth and last time.

Colleagues and friends speak fondly of her "sharp intellect and curious mind", her

strength of spirit and her conviction in her beliefs. A colleague who worked with Lisa at the UN Organization Mission in the DRC remembers when Lisa and she volunteered to go to Eastern Congo, living in difficult conditions for two months. She believes that Lisa had much to do with the positive outcome of their mission.

Her former colleague says, "Lisa was a very dedicated person, always ready to go the extra mile." Another colleague says, "Lisa was a passionate, brave and thoughtful woman dedicated to human rights and social justice. She had a skeptical, inquiring mind and a joyous laugh; she never hesitated to challenge conventional wisdom about Haiti, human rights or any of the other many issues that engaged her. She was also beautiful and fun."

The world has lost a dedicated human rights activist, a daughter, a sister, a friend and devoted mother. Lisa's life and character could be summarized as "citizen of the world, a strong woman, a voice for justice, an ear to the needy, a whip to the self-indulgent, a prop to the weak", a Lisa with "panache", as her sister Leontyne says! A memorial ceremony took place upon the arrival of Lisa's body in Geneva on 5 February 2010 at the Pavillon of the International Geneva airport in the presence of her family and very close friends, colleagues from both the UN Headquarters and the United Nations Office at Geneva. The memorial service was held on 11 February 2010 at Emmanuel Episcopal Church in Geneva. ■



FAMILY BRUNCH • • • • •

EVERY SUNDAY FROM 11.55 AM TO 2.55 PM

We offer a rich and various buffet with many desserts

Free parking, games and activities for the kids

CHF 47.- per person, 50% from 6 to 14 years old, free from 0 to 6 years old

Book now at 022 710 30 52

Ramada Park Hotel, 75-77 Avenue Louis-Casaï, 1216 Cointrin-Geneva, www.ramadaparkhotel.ch

EMERGENCY TELECOMMUNICATIONS

ITU HELPS EARTHQUAKE-STRICKEN HAITI



When the devastating earthquake struck Haiti's capital, Port-au-Prince, on 12 January 2010, the International Telecommunication Union (ITU) responded within 24 hours by sending satellite terminals to help re-establish communication links to provide telephone and Internet connections. Terrestrial telecommunications and electricity supplies are almost always disrupted in a major disaster. Haiti was no exception.

Expressing profound sympathy to the Government and people of Haiti, ITU Secretary-General Hamadoun I. Touré said: "Our hearts go out to the families of those who have been killed or injured and those left homeless following the powerful earthquake." Dr. Touré added that "ITU will do everything possible to provide assistance to the people of Haiti by re-establishing telecommunication links, which will be vital in the rescue and rehabilitation efforts." He immediately launched an appeal to ITU Member States and over 700 private-sector members to assist Haiti in these efforts.

The challenge of rebuilding Haiti is huge. Figures announced by the Haitian government on 3 February 2010 estimate that the earthquake killed more than 200,000 people, injured 300,000 and displaced 1.9 million.

Restoring communications via satellite Emergency telecommunications is a top priority for ITU, which is implementing programmes aimed at helping its Member States prepare, respond and rebuild when disasters destroy networks. This is a critical area of concern, especially for least developed countries such as Haiti, which have

fragile economies and special needs. In the immediate aftermath of disasters, ITU sends equipment to assist affected countries, allowing basic telecommunications to be provided via satellite, as well as such services as telemedicine.

In the case of Haiti, ITU first deployed forty satellite terminals which were flown by FedEx to the Dominican Republic free of charge, and then by United Nations cargo planes to Port-au-Prince. A few days later, ITU sent sixty additional units with broadband capabilities, along with a team of engineers. ITU and its partners have also set up a *Qualcomm Deployable Base Station*. This is a complete system that provides a high-speed mobile network able to cope with data-rich applications such as telemedicine, as well as voice calls.

At the time of writing this article (8 February 2010), ITU was in the process of setting up wireless systems based on Wi-Fi and WiMAX technologies in over a hundred hot spots around the disaster zone in Haiti. These systems will enable computer users to make a wireless connection to the Internet. More satellite terminals were also being dispatched to Haiti, and they will be installed on motor vehicles.

Satellite communications can make a real difference during the first crucial hours and days after a disaster. They are employed to assess the extent of damage, help locate survivors, measure the potential danger for rescue teams and ensure that humanitarian response crews can communicate effectively with their team members, other agencies, local hospitals and paramedics.

In Haiti, ITU's terminals are providing vital links via satellite. Public call centres have also been set up using these terminals to provide essential information to families and friends searching for their loved ones. In addition to equipment, ITU has allocated more than USD 1 million to reinforce the disaster response effort in Haiti.



Framework for cooperation

The rapid deployment of equipment to Haiti was made possible under the ITU Framework for Cooperation in Emergencies (IFCE). Launched in December 2007, IFCE is a worldwide programme designed to make telecommunication resources available for use by government agencies responsible for disaster relief, by humanitarian personnel, and by victims of disasters.

"We have received a good response, following the Secretary-General's appeal, and we are channelling this aid to Haiti," said Cosmas Zavazava, Head of ITU's Emergency Telecommunications Division. "Our partners have also contributed laptop computers and one company is reorienting its

satellites to beam directly onto the island so that it has all the bandwidth needed to communicate."

Long-term plans

Before the earthquake, about 35 per cent of Haiti's 9 million people had mobile phones, and 11 per cent had Internet access. ITU is working with the Government of Haiti and telecommunication operators not only to restore services, but also to build a state-of-the-art network which will enable the country to develop its shattered economy.

ITU will send an assessment team to Haiti to determine the magnitude of damage to the telecommunication infrastructure, us-

ing geographical information systems. Based on the team's findings, ITU will work with Haitian authorities to understand their longer-term recovery needs and plan reconstruction, ensuring that disaster-resistant features are integrated into the network to reduce vulnerability if any future catastrophe strikes.

The Director of ITU's Telecommunication Development Bureau Sami Al Basheer Al Morshid said "ITU stands ready to provide expertise in carrying out damage assessments, aimed at paving the way for the rehabilitation of the damaged telecommunication infrastructure." Mr. Al Morshid added that natural disasters are striking all too often and affecting the lives of millions of people. "The earthquake in Haiti has caused untold human suffering. ITU will do all it can to help improve the living conditions of the people of Haiti, who have shown extraordinary courage in the face of this terrible tragedy. Their strength is humbling," Mr. Al Morshid noted.

Speaking from Port-au-Prince, Mr. Zavazava commented: "It is heartbreaking to witness this kind of human misery. With climate change, the threat of disasters is increasing. As a technical organization, ITU will double its efforts to help countries such as Haiti to set up early warning systems and make their telecommunication networks more robust." ■

PIERRE BERNARD
COIFFURE

Coupe brushing 69.-
Coupe messieurs 45.-

**En partenariat avec
KERASTASE PARIS**

84, rue de Montbrillant
Tél. 022 734 84 14
www.pierre-bernard.net

Optic2000


**JANINE ET FRANCINE
DE FOUNÈS**

**Opticiennes visagistes
No charge second pair
The best quality
for the best price**

**5, rue de Berne
(angle rue du Mont-Blanc)
Tél. 022 732 73 12 1201 Genève
www.defounes-optique.ch**

B O R Y
immobilier

Grand-Saconnex



Cet appartement traversant de sept pièces se trouve au deuxième étage d'un immeuble construit à la fin des années 1960. A proximité des Organisations Internationales, de l'aéroport et de toutes les commodités, il se compose de quatre chambres à coucher, un grand séjour avec cheminée décorative, deux salles d'eau et une cuisine avec coin repas. Deux balcons et un box complètent ce bien.

Prix: Fr. 1'450'000.-

BORY & CIE-AGENCE IMMOBILIÈRE S.A.
RUE DE CANDOLLE 28 · CP 5341 · 1211 Genève 11
Tél. 022 708 12 15 · Fax 022 328 17 72
WWW.BORY.CH

**COURTIERS
PARTENAIRES**

INTERVIEW

Mr. HE, XIANXIN – MINUSTAH

SHUIBAO LIU WMO

Mr. Xianxin HE used to be a UNOG staff member. He was transferred to UN Headquarters in New York in April 2007 and joined MINUSTAH in September 2008. He was in Haiti when the earthquake happened. The following is an extract from his interview.

Was your family with you in Haiti?

No. It's a non-family duty station.

How big was the UN mission?**What were your functions?**

MINUSTAH was a fairly big mission, with 7,031 troops; 2,034 police; 488 international civilian personnel; 1,212 local civilian staff and 214 United Nations Volunteers. My main task was to help the Haitian National Police to set up a procurement system in light of the Haitian rules and international standards.

What were you doing when the earthquake took place and what was your first reaction?

I was working in the office. I thought it must have been a nuclear bomb falling down on Port-au-Prince. The earth was shaking and this was like the end of the world.

Did your office collapse?

No. My office was situated in Log Base and was built with simple metal and isolation. I was extremely lucky prior to October 2009, my office was in Villa Privee, i.e. the MINUSTAH Police HQ, one of the two MINUSTAH HQs that completely collapsed.

Were the UN offices in the same building?

No. There were three headquarters in Port-au-Prince: the MINUSTAH HQ situated in Christopher Hotel which collapsed; the MINUSTAH Police HQ, situated in Villa Privee, which also collapsed and the Logistic Base, situated near the airport. Offices situated in Log Base were largely intact because it was a simple structure.

Did you try to contact your family immediately after the earthquake? Was the communication link good?

Within around 7 hours after the earthquake, the UN landline and Skype were functioning very well. So, I immediately informed my family. After that, the UN landline was working but internet was not available for 2-3 days following the earthquake. There was no mobile phone service immediately after the earthquake. Even today, it is difficult to contact my colleagues through mobile phones.

How many of your close friends and colleagues died and did you contact their families?

At least 4 colleagues whom I knew were confirmed dead in the earthquake, but as you know many colleagues are still missing. This was really heart-broken. So far, I have not contacted their families. This is a very difficult and sad moment to talk. But I intend to visit the family of the colleague who was working in my section and died in the earthquake, after the completion of my mission.

Was it the first time that you experienced an earthquake?

No. This was the second time! The first earthquake I experienced took place in my home town when I was 9 years old. In a city with a population of around one million, about 260,000 people died and 240,000 were injured. That was the second largest fatality in China's history.

When did you leave Haiti?**Are you going back, and when?**

I left on the fourth day after the earthquake; I was evacuated by the UN on an airplane to Santo Domingo. The communication was very difficult with the mission. I've been trying to contact my division to ascertain when and how I will go back to the mission.

Aren't you afraid? How about your family? Do they support your return to Haiti?

I am not afraid of going back to the mission,



A young Haitian girl sleeps with her mother and brother on a bunk after receiving treatment at an ad hoc medical clinic at MINUSTAH's logistics base after an earthquake measuring 7 plus on the Richter scale rocked Port au Prince Haiti just before 5 pm yesterday

© UN Photo/Logan Abass

but I do worry about the lodging situation as it is difficult to find a suitable place to sleep after the earthquake. The sanitary conditions are also not very clear. As to my family, to be honest with you, they are against my return to Haiti.

What's your advice to those who are going there?

The situation may not be as bad as you think, but you need to talk to the colleagues already there and enquire about the possible difficulties you may face. One piece of advice is that they should take the security training before departure. Anyway, I wish those who are going there good luck!

So you consider the security training necessary, why?

It is not only "necessary" but it is indispensable! I was attacked at least twice in the mission area and the training helped me to get out of the dangerous situations more easily.

My last question, do you have the chance of getting the UN Special Magazine at the Mission?

No. We wish we had. ■

Suite de l'article de la p.25

accédé plutôt à des importations. Et certaines, nous en avons reçu des images, en sont venues à se nourrir de galettes de terre - non seulement depuis la catastrophe, mais aussi précédemment. La question sous-jacente est celle de la revalorisation de la production et du commerce local et national, à laquelle la CONGAF est très sensibilisée, et qu'elle a soulevée d'une manière répétée à l'ONU, notamment devant la CNUCED.

Une reconstruction qui ne soit pas étroite et éphémère!

Nous souhaitons qu'elle soit plus fortement prise en compte dans le cadre des efforts de reconstruction de Haïti qui ne doit plus être unijambiste, et donc conçue avec plus d'intelligence, et aussi plus généralement dans le monde, où elle peut beaucoup contribuer à surmonter la crise alimentaire.

Il faudrait, outre les aides financières dont nous ne sous-estimons pas le caractère vital, traiter les questions du développement de Haïti d'une manière plus pratique et mieux inspirée des réalités du terrain. Pour donner un exemple il a été fait une certaine publicité, au cours des années 1980, à un projet à Haïti de distribution de réchauds et de pétrole comme combustible. Le but était évidemment d'enrayer le déboisement, l'exode rural et la diminution de la production agricole. Dans les longs commentaires faits autour de la catastrophe, ce projet, à notre connaissance, n'a jamais été mentionné. Nous ne pouvons présumer de ce qu'il en est advenu. Les commentaires ont simplement fait état du déboisement des mornes de Haïti.

La CONGAF souhaite donc pour l'avenir une compréhension plus pointue de la reconstruction de Haïti qui sera proche du terrain, et qui pourra être un exemple en beaucoup de lieux du monde. L'invention du futur enraciné tel que le proclama le roi Christophe s'impose encore aujourd'hui lorsqu'il s'exclama: «Précisément, ce peuple doit se procurer, vouloir, réussir quelque chose d'impossible! Contre le Sort, contre l'Histoire, contre la Nature, ah! Ah! L'insolite attentat de nos mains nues! Porté par nos mains blessées, le défi insensé!»⁴. Mais c'est au plus bas de la fosse que le peuple haïtien crie aujourd'hui. Raison de plus! avait jadis rétorqué le grand bâtisseur Christophe dont le message de résurrection intégrale de Haïti nous parvient aujourd'hui encore avec plus d'acuité et plus de pertinence: «Alors au fond de la fosse! Au plus bas de la fosse. C'est là que nous crions; de là que nous aspirons à l'air, à la lumière, au soleil, Et si nous voulons remonter... un pas, un autre pas, encore un autre et tenir gagné

chaque pas!... C'est d'une remontée jamais vue que je parle, ... et malheur à celui dont le pied flanche!»⁵

La CONGAF, avec son expérience de terrain, œuvrera pour une telle compréhension. ■

¹ Djély-Karifa Samoura, Président de la Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme (CAPSDH). capsdh@hotmail.com

² Claude Citon, Chargé de recherche à la Coordination des ONG africaines des droits de l'homme et du développement (CONGAF). congaf@hotmail.com

³ Aimé Césaire, Cahier d'un retour au pays natal, La Poésie, Ed. Seuil, Paris, 1994, p.23

⁴ Aimé Césaire, La Tragédie du Roi Christophe, Présence Africaine, Paris, 1963, p.62

⁵ Aimé Césaire, La Tragédie du Roi Christophe, Présence Africaine, Paris, 1963, p.59



CASH-FOR-WORK PROGRAMME

The UNDP Cash-for-Work project is putting thousands of Haitians to work, enabling them to earn an income as they help their country recover from last month's devastating earthquake. The immediate target is 100,000 workers, ideally doubling that further as conditions and funds allow. The initiative started with an existing fuel brick project, which recycles paper waste and organic material into a product that can be used to cook meals. The current programme, which is coordinated closely with local government authorities and associations, was launched on 20 January and continues to expand as resources are made available.

Benefits

- Puts cash into the pockets of Haitians, so they can purchase goods and services of their choosing, thereby having a direct and positive impact on the local economy whilst directly benefiting families.
- This money, currently about \$175,000 a day injected into the local economy, circulates from person to person, thereby contributing to local economic growth.
- Instead of a hand-out, the cash-for-work project offers a hand up. It reduces tension in the streets as previously unemployed people can now participate in the rebuilding of their country, whilst earning a wage.
- Opens up areas of the city to access by emergency vehicles and public and private transportation.
- Removes garbage and refuse that is a hazard to human health.
- The fuel bricks provide an alternative fuel source and reduce reliance on wood harvesting, thereby promoting soil conservation and reduced erosion.

vesting, thereby promoting soil conservation and reduced erosion.

The work includes removing building rubble from the streets, crushing and sorting of reusable material and disposal of debris and restoring essential public facilities to lay the foundations for mid-term recovery and development, such as access to water and protection of water sources, markets, communal washing areas, community centres, etc.

Funding

Governments from developed and developing countries have pledged their support, including Brazil, China, Democratic Republic of the Congo, Ghana, Italy, Japan, Liechtenstein, Montenegro, Norway, Saudi Arabia, and Spain. The programme also received contributions from private donations including from Benfica Foundation and Korea-American Association. However, while the pledges have been plentiful, more support is needed to meet demand. As of 6 February:

- Pipeline (pledged): \$9,700,000
- Confirmed: \$15,884,200
- Total: \$25,584,200

Fast Facts

- The CFW programme is being implemented by UNDP, together with neighbourhood committees, DINEPA (Direction Nationale de l'eau Potable et de l'assainissement), DPC (Dirección de la Protección Civil) and municipalities, so that the programme is for Haitians and according to the needs and priorities of Haitians, with ownership of the national institutions.

- It is a short-term measure and is not a substitute for private sector employment.
- To put as many people to work as possible and to make optimal use of the limited trucks and equipment, there are two shifts: 6 am to noon and noon to 6 pm. Labourers are hired in cycles of 24 days, to give an optimal number of people access to the opportunity.
- The workers are paid 180 gourdes, or US\$4.5 at current rates of exchange, for six hours' labour. This is slightly more than the minimum wage, which is important so as not to distort the local labour market and draw jobs away from the private sector, which is critically important in ensuring long-term recovery.

Results / Updates

- The programme draws on the experience of the Government of Haiti and UNDP coming out of the 2008 hurricane season when over 100,000 jobs were created following those disasters.
- Several NGOs are joining the project and will be responsible for implementation in different locations.
- A financial institution is being contracted to manage the distribution of payments to the workers.
- UNDP purchased more than US\$1.2 million worth of tools and equipment through local merchants, including, for example, 4,500 wheelbarrows, 10,000 shovels, 100,000 masks, and 120,000 t-shirts. ■

See also

<http://www.youtube.com/watch?v=x2IV8dn74fU>



Brief'R Formations®
NLP
Coaching
www.pnlcoach.com

ADDING MEANING TO ACTION

BECOME A CERTIFIED NLP PRACTITIONER

Explore and Master the Skills that Make a Difference

People (communication) skills - Creative (project oriented) skills
Systemic (interaction oriented) skills
Emotional intelligence (self-management) skills
International certification INLPTA

**GENEVA - 18 days: Tue-Thu 6-8 Apr - Fri-Sun 23-25 Apr - Mon-Wed 17-19 May
Tue-Thu 1-3 June - Fri-Sun 18-20 June - Fri-Sun 2-4 June 2010**

www.pnlcoach.com/english-page.php
Brief'R Formations®, 29 Av. Eugène-Lance, CH-1212 Grand-Lancy / Genève
E Mail : info@pnlcoach.com Tel +4122 794 54 54 Fax +4122 794 22 30



CARNET DE BORD

LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE TERRAIN



**JEAN-PAUL BOSLAND, CHEF DE MISSION
G.I.S.74. HAUTE-SAVOIE**

Mercredi 13 janvier 2010, l'information vient de tomber. Au vu des premières données, 7,3 sur l'échelle ouverte de Richter, de la faible profondeur du séisme, du potentiel élevé du nombre de victimes à venir, le Groupe d'Interventions et de Secours organise une mise en pré-alerte. L'ambassade d'Haïti à Paris est très favorable à notre proposition d'aide basée dans un premier temps sur une équipe «sauvetage déblaiement» afin de localiser et dégager les personnes ensevelies dans les décombres avec les équipes cynotechniques. Nous sommes informés que l'aéroport local n'est plus praticable, nous devons donc accéder au pays en passant par la République Dominicaine (sept heures de trajet par la route). Le climat géopolitique en Haïti n'est pas favorable, des problèmes de sécurité existent. Après un rendez-vous avec l'ambassadeur d'Haïti à Paris, au vu du nombre d'équipes «sauvetage déblaiement» engagés, les informations Onusiennes liées au pays, le Groupe d'Interventions et de Secours décide de l'engagement d'une équipe à dominante médicale pour le renforcement de dispensaires et l'acheminement d'unités légères de potabilisation de l'eau pour une durée de douze jours.

Après négociations avec la compagnie «Air Caraïbes», l'équipe composée de dix personnes, un chef de mission, deux médecins, deux infirmières et cinq secouristes logisticiens du G.I.S.74 et du G.I.S. Suisse est acheminée à l'aéroport de Paris Orly dans la nuit de samedi à dimanche pour un décollage en direction de Saint-Domingue via Point-à-Pitre. Depuis Santo Domingo, l'équipe est acheminée à l'aéroport de Port-au-Prince par rotations d'un hélicoptère loué par la Confédération helvétique et un avion cargo.

Après négociations sur place, nous renforçons un dispensaire organisé par un hôpital universitaire de Miami. Nos équipes médicales sont affectées aux suites de soins d'une manière complètement autonome, les secouristes logisticiens aux quatre blocs opératoires installés dans le dispensaire. Notre camp de base est installé avec les autres organisations des différents pays dans l'enceinte sécurisée de l'aéroport de Port-au-Prince. Dans un deuxième temps, et suite à un contact avec l'ambassade de France, lieu d'emplacement du poste de commandement des unités de secours françaises, nous complétons le dispositif.

Nous déménageons notre camp de base à la résidence de l'ambassade de France où logent les huit cents sauveteurs français. Nous renforçons les équipes médicales composées de sapeurs-pompiers français civils et militaires, avec une intégration complète au sein du personnel.

Notre consommable médical, compresses, bandes kit de soins est distribué à l'E.S.C.R.I.M. installée au lycée français, les médicaments et les unités légères de potabilisation sont attribués à la pharmacie du dispositif français installée à la résidence de l'ambassadeur et gérée par une pharmacienne de la brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris. Le retour de l'équipe est effectué par la route depuis Port-au-Prince, après sept heures de trajet, et une crevaison, nous arrivons à l'aéroport de Santo Domingo. Le vol retour pour Paris est effectué avec la même compagnie via Point-à-Pitre.

Cette mission restera comme difficile, notamment pour l'accès à Port-au-Prince, le trafic aérien à l'aéroport étant sous la gestion des militaires américains et du point de vue sécuritaire dans la ville par la présence de bandes armées et d'un peuple en difficulté.

Sur le plan purement opérationnel, nos équipes ont été complètement intégrées aux deux dispositifs américains et français, avec félicitations sur le sérieux des équipes du G.I.S. par les responsables de ces deux structures. Une expérience mémorable pour nos personnels engagés. ■

Nous recherchons des entreprises ou des particuliers susceptibles de nous faire don de matériel neuf ou reconditionné. Vous pouvez aussi envoyer des dons à l'adresse suivante: GIS 74, Mairie de Gaillard, cours de la République, 74240 Gaillard.

STAFF REPRESENTATIVES' CORNER

**IAN RICHARDS, PRESIDENT,
UNOG STAFF COORDINATING COUNCIL**

As I write this article, it's early February, and the 27th Coordinating Council is reaching the end of its mandate. Elections are due in March. It's the right time to do a roundup of what the Council has done this year. Below are some of the highlights that have marked this Council's term:

A return to the negotiating table

One of the first decisions of the incoming Council was to re-engage in staff-management negotiations and rejoin the SMCC. It should be recalled that in the previous year the Council had boycotted negotiations, leaving staff in Geneva without a say in the huge human resources changes sweeping through the Secretariat. This included the abolition of permanent contracts, which was legislated by the General Assembly during the mandate of the previous Council, and the introduction of temporary contracts with 1.5 days of annual leave.

The Council was therefore presented with an unfortunate *fait accompli*. It received legal advice on the abolition of permanent contracts that was circulated to the staff in June. However, it was not sufficient to warrant a legal challenge. Not wishing staff in Geneva to be left out again, the Council has been active in the very complex negotiations to secure continuing contracts, which will replace permanent contracts. These negotiations are ongoing and while conducted directly with management will ultimately have to be approved by the Member States. With our requirements for termination indemnities, protection against abusive dismissal and coverage for all staff, regardless of programme or source of funding (such as extra-budgetary), this will not be easy.

Transition to new contracts

On 1 July 2009, staff moved to a new contractual system made up of two types of contracts, temporary and fixed-term. (A third type of contract, which is open-ended and called "continuing" is foreseen, but

needs to be negotiated – see above.) Very little information was provided to staff on what the changes would mean to them, especially to those on short-term contracts.

The Council held a town hall meeting with management to answer the many questions. At this meeting, quite a few short-term staff raised the issue of their annual leave being shortened by the transition to temporary appointments. The Council has pursued this issue with management and while the rule is that temporary appointments have 1.5 days of leave, an exception is being made whereby staff will retain 2.5 days, if the reduction of one day of leave per month is not compensated for by the increase in steps, which temporary appointments bring with them. (Due to late submission, this was incorrectly reported in the February edition of *UN Special*.)

Mobility

A big issue has been mobility and the Secretary-General's determination for all professional staff to change duty station on a regular basis. In a first phase, the Council had this policy watered down so that geographic moves would only apply to promotions to P-5 and above. It then undertook a concerted campaign against the requirements, using its good relations with the other staff unions of the UN. With support from certain Member States, the General Assembly requested the Secretary-General to put his mobility proposal on hold.

Legal assistance to the staff

2009 gave birth to a new system of internal justice, which has proved itself different from its predecessor. Quite a few judgments have been more favourable to colleagues, causing management to rethink how it treats its staff. For example, a staff member was compensated after being transferred without being consulted. Another was compensated after being insulted in an interview panel. We are concerned about a judgment upholding a non-renewal of contract because of a poor relationship between a staff

member and her supervisor. The ESCWA staff union is appealing this ruling and we hope to see a positive outcome.

To support staff through the new system, the Council voted half-way through its mandate to more than double its legal fund to 150,000 francs, which has been used to support all staff who have asked for it. A third of that fund has been allocated, on a pilot basis, to the Office of Staff Legal Affairs, which has an expertise in the new system. The use of funds will be closely monitored and reviewed. This reverses a situation under the previous Council where vast sums were paid to an expensive private law firm in Geneva which has yet to provide the Council with a report on how the funds were used, despite repeated requests.

SAFI

This is an ongoing issue. Several years ago, OIOS undertook a review of the operation and concluded that it was against the rules for the staff to be running a business. Following this, UNOG's initial wish was to close the business. This Council fought and obtained an agreement for SAFI to remain open. However, in accordance with OIOS's request, SAFI will have to be placed in private hands. The question is: how can it retain its character and continue to provide funds for the running of the Council? One option being pursued is that of a management buy-out, thereby retaining the team and keeping the familiar mix of products on sale. Parallel to this were complex tax negotiations with the City and Canton, now almost resolved.

Social and cultural activities

The two big social events this year were the children's party and the staff end-of-year party. The well-attended children's party, which took place in an original location with a fresh format, produced a large amount of feedback, some of which was featured in last month's magazine. This is being studied.

The staff end-of-year party, held in December, saw 1,500 of you dance into the early

hours. The feedback has been hugely positive. And despite emails being sent round to the contrary, the budget of this year's party was less than that of the year before.

At the same time, we also made sure to maintain the grants to the clubs and societies and encourage more effective use of the limited facilities put at our disposal.

Time for reform?

It is inevitable that a staff union, made up of elected members, will be political. However, being new to the Council I wasn't quite prepared for the barrage of personal attacks that came from the sidelines by certain members who have refused to attend the Council's meetings and have consequently reported inaccurately on its activities. Perhaps the list system that the Council uses is partly responsible. It can discourage cooperation among members, who are sometimes more loyal to their lists than to the staff who elected them.

Maybe now is the time for the Council to consider reform. A constituency system, whereby the UN at Geneva could be split into twenty-five electoral units that would each elect their own representative, would be more appropriate. It's a system that is practiced in the other staff unions of the UN, most notably in New York, and is certainly more effective, encouraging as it does, personal accountability by each member. However, that will be for the next Council to deal with. ■

PARADISE (APPARENTLY) WELCOME TO SWITZERLAND

FLO REGINA

"Paradise apparently-welcome to Switzerland" (www.paradiseapparently.com) is a light-hearted and funny book about how complicated it can be sometimes for a south-Italian to get used to Swiss culture. Probably because I used to park in Geneva as I did in the south of Italy, I must say that this was really expensive. I got so many fines it cost our family budget 2000 CHF just the first year! But thankfully, my Dutch husband did not ask for a divorce, after all. I did not know that we cannot cut the grass on Sunday morning and I was informed by the local police who came to visit us in our new house. WOW! If in Bari the police should come every time somebody does not follow the law the whole armed forces of the European Union would not be enough to get control of the situation!

I always used to be late before moving to Switzerland, but now after seeing my children crying because we often arrived too late at birthday parties or, even worse, after the party had finished, I am much more on time. I am almost punctual now; I did not want my children calling the local child protection services.

Am I the only foreigner who needed some advice on how to behave properly in my new Swiss life? I hope not. That's why at the end of "Paradise Apparently" there is a survival guide for foreigners in Switzerland that intends to help people who just move to this country to follow some important rules. I would have needed this guide; it would have helped me to avoid unpleasantness. Yes – I realize that was because my civil sense was not always outstanding. But I must say I have improved a lot.

I don't think that there are xenophobic expressions or offences directed at Switzerland and at the Swiss in my book. To read my book it's really helpful to have a sense of humour and a positive attitude to cultural differences. The observations shared in "paradise apparently" are not intended in any way to hurt the feelings of the Swiss. Often, the behaviour, habits and customs that are normal in the host nation can appear bizarre, surprising or unusual in the eyes of a foreigner.

The main objective of my book is to let the reader smile at the ironies and the funny side of my experiences in Switzerland. ■



mauvaises odeurs refoulements

demandez une inscription gratuite de votre réseau
de canalisations

dépannage, vidange, curage, entretien, études,
conseils et réalisations

amoudruz

vidange et bâtiment sa

Rue Eugène Marziano 23B - 1227 Acacias - Tél (022) 329 05 24 - Fax (022) 320 37 02
www.amoudruz-sa.ch

Quality IT Training for Your Career

BIT Bachelor of Information Technology
MIT Master of Information Technology



GITI

**Geneva Information
Technology Institute**

EDUQUA

EUCIP

CISCO

ich

ECOL European Computer Learning Centre

Frequent Sessions for Beginner/Advanced

Computer and Networking
Programming and Web Design
Office and Internet

Web Master course
Starting June 2010

54bis, Route des Acacias
1227 Carouge – Genève
Tel: +41 22 301 22 44
info@giti-edu.ch
www.giti-edu.ch

STUDY IN SWITZERLAND



Bachelor and Master programs in Business Administration, International Relations and Media and Communication

NEW MASTER IN INTERNATIONAL BUSINESS

- A Program with a Global Perspective
- Multicultural Faculty and Student Body
- Exchange and Study Abroad Programs
- Career Counseling

INTERNATIONAL UNIVERSITY IN GENEVA

ICC, Rte de Pré-Bois 20 - 1215 GENEVA 15, Switzerland
Tel.: +41(0)22 710 71 10/12 - Fax: +41(0)22 710 71 11
Email: info@iun.ch - www.iun.ch

Accredited by ACBSP and IACBE



UBIS

UNIVERSITY
OF BUSINESS
AND INTERNATIONAL
STUDIES

**YOUR EDUCATION,
YOUR WAY!**

STUDIES IN

- * Bachelors in Business Administration & MBA
- * Bachelors & Masters in International Relations
- * Bachelors & Masters in Media and Communications
- * Bachelors & Masters in Information Systems
- * Executive MBA

QUALITY & FLEXIBILITY

- * U.S. Accredited degrees in association with Potomac College, Washington D.C.*
- * 9 starting dates in 2010: March, 2 in May, June, July, August, September, October, and November
- * All programs available in On-Ground, Online, or Blended Format

**SCHOLARSHIPS UP TO 25% OFF OF TUITION
ARE AVAILABLE TO ALL STUDENTS
FROM UN PERSONNEL AND FAMILIES THAT QUALIFY.
PLEASE MENTION THIS AD.**

*Potomac College is accredited by the Middle States Commission on Higher Education,
3624 Market Street, Philadelphia, PA 19104

Information sessions are held on Wednesday evenings from 18h-19h

UBIS Admissions Office
15, rue du Cendrier
CH-1201, Geneva
Switzerland
Tel: +41 (0) 76 525 1980
Fax: +41 (0) 22 732 6283

www.ubis-geneva.ch

admissions@ubis-geneva.ch



Where the world meets to play and learn



Our pre-school programme in English is designed for children between 2 and 5 years old. The secure, friendly and caring environment helps children to develop their full potential intellectually, emotionally as well as socially.

Bell One World Nursery School

6, chemin des Colombettes
1202 Geneva
Tel. 022 740 21 93
info@bell-school.ch

Contact us on: www.bell-school.ch



language for life

THE UPR AND ITS RECOMMENDATIONS

ROLAND CHAUVILLE

The Universal Periodic Review (UPR) is a new and unique mechanism of the Human Rights Council which reviews the human rights records of all United Nations member States once every four years. Started in April 2008, it is now half-way through its first cycle and has looked, in less than two years and six sessions, into the human rights' practices of ninety-six states. By December 2011, all States will have undergone the process.

It is too early to make conclusions about the efficiency of the UPR and views on this might differ but there is one observation that already reaches consensus: the growing importance of recommendations. They have become in twenty-four months the cornerstone of the process. States concentrate their statements on them, States under review negotiate their wording and NGOs engage into intensive lobbying for them.

The importance of recommendations in the UPR process is underlined by their number and diversity. To date, 6,000 recommendations have been made varying drastically in terms of action, measure and issue. They can first be very broad such as "to continue its achievements in the field of human rights" and very specific such as "to amend the new law of the press code". They also can be requesting one measure, "abolishing death penalty" and its contrary, "continuing exercising [...] the application of the death penalty". Finally, they concern all type of issues, from civil and political rights, for example "adopting legislation prohibiting female genital mutilation", to economic, social and cultural rights, such as "continuing and intensifying efforts to reduce poverty and social inequality".

With the 2011 review in sight and the assessment of this mechanism coming up, States, NGOs, media, academics and political deciders need to know how recommendations are used and to what purpose in order to better assess how the UPR is functioning.

To this end, UPR Info has engaged since 2008 in several analyses. We first started to look into the responses provided by each State under Review (SuR) to recommendations, identifying the ones accepted and rejected. Many times, recommendations do not receive a clear response, if any, which makes it difficult for UPR actors to monitor the follow-up and know which recommendations the SuR will implement. We also list the rejected recommendations in order to compare with the number of accepted ones.

Our second step was to study the content of those recommendations. Together with Professor Edward McMahon from the University of Vermont, we looked for a way of differentiating them from each other. We focused on the action contained in each recommendation and developed an innovative scale ranging from 1 (minimum action) to 5 (specific action). Recommendations in category 1 are those that request limited action (most of the time to share experience or require the help of the international community); those in category 2 are requesting to continue an action; those in category 3 to consider taking an action; those in category 4 to take a general action (improve women's rights) and those in category 5 to take a specific action (amend a law, set up

a mechanism). This classification allows one to analyse the average hundred recommendations received by a SuR and determine for example whether it only accepts recommendations requesting to continue what it is already doing. Or whether a State never recommends States under Review to take real actions.

The third and latest work we have started is to facilitate the access of the different UPR actors, States, NGOs, academics, media and others, to those recommendations. They are a goldmine of information to anyone working in the process. In order for those actors to be able to use them to their full extent, we will be launching mid-March an online database. This software available for free on our website will allow to search recommendations through the SuR, the State making the recommendation, the region and organisations to which they belong, the issues contained, the response brought by the SuR and the action category. This unique database will help States and NGOs to better participate in the process and make it an effective mechanism for the improvement of the human rights situation on the ground. ■

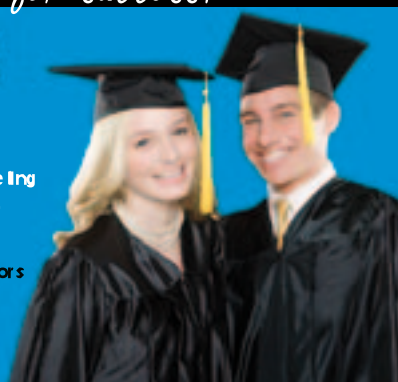
To know more on the UPR and its recommendations, please visit www.upr-info.org

It's time for success!

BACHELOR MASTER

Business Administration, Finance, Marketing
Communication, International Relations,
International Business

Fully accredited degrees and top professors
International and modern environment
Excellent mix of theory and practice
Anglophone and Francophone section
Next intakes : April & October 2010



www.universiteifm.com

UNIVERSITÉ IEFM - Institut de Finance et Management
Tél. : (+41) 0223222580, 35 rue des Bains 1205 Geneva



ÉCOLE
ÉCOLE ENFANTINE SIGRUN SEKULOVIC
ANCIENNEMENT MONTESSORI HARMONY

BI-LINGUAL PRESCHOOL & 1ST GRADE PRIMARY (ENGLISH / FRENCH)
For children aged from 3–7 years • Enseignement selon Dr Maria Montessori

For further information: Mrs Sigrun Sekulovic, Directrice Montessori Harmony

Case postale 56 – 6, chemin de la Poste – 1297 FOUNEX
E-mail: sigrunsekulovic@mac.com

SCHOOL
SCHOOL

Tél. & Fax: 022 776 24 77
www.montessori-harmonie.ch



Your Key to Advancement



**An Executive MBA at
Business School Lausanne**

BSL's EMBA was redesigned in 2009
in collaboration with leading CEOs and HR Directors.
BSL accepts experienced professionals (5-8yrs)
with CFC/KV certification or a bachelor's degree.

www.bsl-lausanne.ch



BSL
Business School Lausanne
BBA, MBA, EXECUTIVE MBA, DBA



BBA / MBA

- Small classes - All courses taught in English
- Top professors
- Excellent mix of theory and practice
- 4 starting dates per year
- International environment

eu
european university
CENTER FOR MANAGEMENT STUDIES
www.euruni.edu

www.euruni.edu

<p>EU Barcelona Ganduxer 70 08021 Barcelona, Spain Tel. +34 93 201 81 71 info.bcn@euruni.edu</p>	<p>EU Geneva Quai du Seujet 18 1201 Geneva, Switzerland Tel. +41 22 779 26 71 info.gva@euruni.edu</p>	<p>EU Munich Gmundner Strasse 53 81379 Munich, Germany Tel. +49 89 5502 9595 info.muc@euruni.edu</p>	<p>EU Montreux Le Forum-Grand-Rue 3 1820 Montreux 2, Switzerland Tel. +41 21 964 84 64 info.mtx@euruni.edu</p>
---	--	---	---





**Aujourd'hui plus que jamais,
une formation de qualité
fait toute la différence**

Préparation aux diplômes

- **ASSISTANT(E) DE DIRECTION**
- **ETUDES DU COMMERCE-MARKETING**
- **AGENT(E) DE VOYAGES**

Centre de formation agréé IATA ID: CH-ALC-2-97-001

Sections françaises et anglaises. Début des cours: 8 septembre 2010
ACADÉMIE DE LANGUES ET DE COMMERCE

Rue du Rhône 118 – 1204 Genève – Tél. 022 731 77 56 – Fax 022 731 28 85
www.academy-geneva.ch – e-mail : info@academy-geneva.ch

Ecole certifiée EduQua





Our new Summer Day Camp in St. Lègier
near Vevey, offers students in the the Riviera Vevey-Montreux
region the possibility of sampling the fantastic programmes that
Haut-Lac has been running for over 20 years in Les Sciernes.
Based in the beautiful Haut-Lac "Roches Grises" campus,
we will be running **English and French** language-activity
programmes for **students aged between 5 and 12 years old**.
With a programme of interesting and interactive language lessons in the mornings
followed by an exciting programme of sports and activities in the afternoons, students will
have a huge amount of fun while making significant progress in their chosen language.
Prices from **CHF 620.- a week**

Please check our web site **www.MySwissCamp.com**
for information and online enrolment.
Telephone : **026 928 42 00** - Email info@myswisscamp.com

French Language SUMMER COURSES 2010

COURSES AT ALL LEVELS
from June 28th to August 27th (3 separate sessions)

INTENSIVE COURSE FOR BEGINNERS
from June 28th to August 27th (9 weeks)

UNIVERSITY PREPARATORY COURSE
from July 19th to August 27th (6 weeks)

FOR PROGRAMMES AND DETAILED INFORMATION:
Uni Bastions, rue De-Candolle 5, CH-1211 Genève 4
T. +41 22 379 74 34
cefle@unige.ch www.fle.unige.ch



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**
FACULTÉ DES LETTRES

DROITS DE LA PERSONNE: UNE PREMIÈRE

TOUS LES ÉTATS SOUMIS À UN EXAMEN UNIVERSEL

JEAN-LOUIS ROY, CHERCHEUR INVITÉ AU CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Deux ans déjà. L'invention géniale de Kofi Annan a survécu à tous les scepticismes. Depuis 2008, les cent nonante-deux pays membres des Nations Unies subissent le même examen – l'Examen périodique universel (EPU). Nonante-six pays ont déjà subi cet examen, nonante-six autres le subiront au cours des deux prochaines années.

Pour les États, cet examen constitue une première. En effet, jamais ils n'avaient eu à se soumettre à un examen exhaustif et public, à l'évaluation de leur politique et à la qualité de leurs institutions (ou les manquements de ces dernières) dédiées aux droits fondamentaux de leurs citoyens. Jamais ils n'avaient eu à se soumettre à l'évaluation critique de tous les autres États et à recevoir des recommandations pour la mise à niveau de ces droits. Jamais, ils n'avaient eu à répondre aux propositions et aux critiques des ONG nationales et internationales et à celles des Nations Unies.

Un système imparfait mais fonctionnel

Le système repose sur une pluralité de références: un rapport national soumis par l'État qui est examiné, complété, voire mis

à mal, par deux synthèses établies par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, la première résumant le savoir onusien, la seconde, les communications des ONG nationales et internationales. Le système prévoit l'intervention de trois pays facilitateurs assurant la liaison entre le pays examiné et le Conseil des droits de l'homme où s'effectue ce «grand oral». L'examen lui-même prend la forme d'un dialogue interactif entre les représentants du pays examiné, ceux des États membres du Conseil et ceux de tous les autres États membres de l'ONU, s'ils le souhaitent. Enfin, l'opération se conclut par le dépôt de recommandations et la réponse du pays examiné.

À ce jour, tous les États appelés ont répondu présents et se sont soumis à l'EPU. Cette vaste opération n'a pas été remise en cause et n'a pas subi de blocage depuis ses commencements. Certes, aucun État n'échappe tout à fait à la tentation d'instrumentaliser le mécanisme. Certains l'ont fait sans retenue, d'autres avec nuances. À cet égard, l'analyse des documents nationaux est instructive. Au risque du ridicule, quelques-uns, peu nombreux, se sont faits les apologistes de leur propre politique. D'autres ont privilégié une description bureaucratique favorable de leur situation, une photographie de l'existant sans plus. Enfin, d'autres États ont proposé une radiographie de leur situation



Collège du Léman
Genève, Suisse



**In French or English,
it's up to you.**

50 ans

Le Collège du Léman offre la possibilité de suivre différents cursus internationaux ou nationaux menant au Baccalauréat Français ou International (BI), à la Maturité Suisse, notamment bilingue, ou au « High School diploma » (AP's). Les excellents résultats obtenus dans toutes ces filières permettent aux étudiants d'accéder aux plus prestigieuses universités dans le monde entier.

At Collège du Léman, students can choose international or national courses to obtain the IB Diploma, the AP (US), the French Baccalaureate or the Bi-lingual Swiss Maturité. Thanks to our varied academic program, each student has the opportunity to follow an education that meets their unique needs and enter the most prestigious of universities worldwide.

www.cdl.ch • +41 22 775 55 55

Ecole Montessori-Nations

13, Ch. Dr Adolphe-Pasteur, 1209 Genève

Membre AGEP et AMS, certifiée école de qualité

**Elèves de 3 à 12 ans
enseignement bilingue français-anglais
respectant le rythme de l'enfant**

**20^e anniversaire
1989-2009**

Pour tout renseignement
Administration et Direction:
Mme Odette Cutullic

ecole@montessori-nations.ch / www.montessori-nations.ch
tél. 022 738 81 80 Fax 022 738 81 84





et n'ont pas craint de faire apparaître les limites de leur politique, les difficultés de leur mise en œuvre, les carences de leurs institutions, le poids des mentalités et leur volonté de surmonter ces obstacles redoutables.

Appelés à s'approprier les recommandations qui leur sont adressées, certains États ont rejeté toutes celles qui portent vraiment à conséquence et ont retenu celles qui ne menacent pas leur système clos. D'autres États ont effectué une sélection plus substantielle mais toujours très sélective. Enfin, une troisième catégorie s'est montrée réceptive en acceptant de nombreuses recommandations et en identifiant les voies et moyens de leur mise en œuvre.

Ce système intergouvernemental est imparfait. Trop de marges sont laissées aux États qui demeurent libres d'accepter ou de rejeter les recommandations qui leur sont adressées et dont la mise en œuvre est, elle aussi, l'affaire exclusive des États. Mais le système a le mérite d'exister. Il soumet toutes les puissances publiques étatiques à la question et propose les mesures susceptibles de corriger ce qui doit l'être.

On a beaucoup dit, et avec raison, que la complaisance dominait les prises de position de certains États. Cependant, de nombreuses délibérations ont été transparentes, directes voire brutales. On lira, pour s'en convaincre, celles qui ont marqué l'examen de la Fédération de Russie, du Canada, des Philippines, de la Grande Bretagne, de

l'Érythrée, parmi tant d'autres (<http://uprepu.org>).

Un système perfectible et utile

La première qualité de ce système est de maintenir à l'agenda international la question des droits de la personne et de réaffirmer l'existence et la valeur de normes communes pour l'ensemble de l'humanité. Sa deuxième qualité est de forcer le débat et la proposition visant le plein respect de ces normes. Sa troisième qualité est de dire, pour chaque État, ce qui doit être abandonné ou initié pour que soit mise en œuvre une politique respectueuse de la dignité de tous et de toutes. Enfin, ce système imparfait est un système universel. Il s'applique à tous les États, sans distinction. Il les oblige, tous, à s'expliquer et les appelle à mettre à niveau leur politique de protection des droits. Son caractère universel est aussi illustré par cette disposition considérable autorisant et invitant tous les États à apprécier, voire à juger publiquement, tous les autres dans un domaine sensible de souveraineté. Cette forme d'ingérence mutuelle systématisée est sans précédent.

Cette appréciation et ce jugement portent sur le vaste domaine prévisible des discriminations. Mais ils identifient aussi les dénis radicaux : tribunaux d'exception, système judiciaire de complaisance, corruption, exécution extrajudiciaire, disparition forcée, torture, crime sexuel, trafic des personnes, censure, persécution des défenseurs des droits et abus systémique des droits des na-

tions autochtones. Le « grand oral » n'a pas toujours été sans rigueur et sans vérité. Il a forcé parfois les esprits « à se représenter ce que cela signifie d'être jeté dans le monde sans aucune protection », selon les mots d'Herta Müller.

À mi-parcours de son premier cycle d'une durée de quatre années, il est possible d'affirmer que l'EPU a grandi. Sa maturation est indiscutable. Entre les premiers examens, début 2008, et ceux de décembre 2009, le contraste est saisissant. La complaisance et la prudence initiales ont fait place à plus d'exigence et plus de vérité. La toute première session d'examen a produit trois cent neuf recommandations dont deux cent sept furent retenues, la dernière complétée en a compté près de mille, dont sept cent trente furent retenues. Dans la grisaille actuelle de la mondialisation, ces dernières sont autant de percées de lumière.

Il serait prématuré de dresser un bilan définitif de l'EPU. Ce bilan devra notamment intégrer la mise en œuvre (ou non) par les États des recommandations reçues. À cette étape, il est raisonnable d'espérer et de croire que cet examen produira de vrais résultats dans de nombreux pays. Certains sont déjà vérifiables, d'autres annoncés.

De Genève où se poursuit l'examen des États, l'attention doit se porter vers les capitales où la mise en œuvre (ou non) des recommandations donnera toute sa signification à ce système imparfait mais fonctionnel, perfectible mais non sans fécondité. Certes, il n'y aura pas de saut qualitatif mais il pourrait y avoir, il y aura, des avancées mesurables. Elles seront certes insuffisantes, mais, pour ceux et celles qui en bénéficieront, elles s'avèreront inestimables. En effet, tout enrichissement des conditions d'exercice des libertés humaines constitue un acquis précieux. Ce n'est pas dévaluer l'EPU dont l'existence mérite un appui critique que de rappeler que la reconnaissance effective des droits et la pratique des libertés humaines ne sont jamais données et jamais acquises définitivement, qu'elles appellent une attention de tous les instants, une défense éternelle. ■

MARIA DWEGGAH, LA RETRAITE ET PUIS ALORS?



C. DAVID, ONU

Difficile à croire que dans ton bureau encombré de dossiers, toi la représentante du personnel de l'OMS, tu ne répondras plus à ces demandes de collègues qui te prenaient ton temps et tes week-ends. Difficile de penser que tu ne participeras plus au travail de rédaction du magazine, que tu ne déclencheras pas un fou rire généralisé en improvisant un sketch inénarrable au cours d'une réunion ou d'un repas.

Nous avons reçu une lettre d'amitié et de fraternité, alors, pourquoi ne pas la publier comme un article? C'est finalement une belle façon de partager ce que tu représentes pour nous et de te dire que nous comptons encore sur toi Maria "Most Unforgettable" from *UN Special*.

MARGIE KULAK LUCIDO

I am so pleased Maria accepted the invitation to spend the Christmas holiday season with us this year! Like most vacations and good times, they come to a close all too soon. We did accomplish most of the plans we made, including visiting mutual friends and some family for both of us, in upstate New York. A regional dinner of polenta and vino was on the agenda at a reunion in our small hometown of Solvay. We also were able to find time to fit in some unplanned events. We hooked up with two friends that we attended college with and what a memorable afternoon in NYC it was! We made homemade eggplant parmigiana together for Christmas eve dinner and cel-

ebrated with my daughter and her family. I was sad to say ciao to my buddy of almost 50 years as she boarded for her flight home to Geneva, even though we will be traveling together soon again in 2010. Similarly, Maria's tenure at WHO is coming to a close. Although we did not work together, I know a good amount about Maria's time with WHO, the staff organization, and her dedication to the jobs she has taken on over the years while employed there. Although it is difficult to be objective when it comes to friends, I know Maria as well as anyone probably can. I feel that on behalf of those (non-peer group) that have been a support in her endeavors at WHO, it is appropriate to publicly pay tribute to an amazing, unforgettable, strong, and caring individual. As a note: Maria was voted "Most Unforgettable" from our Senior High School Class, 1967.

I do NOT believe that Maria could even grasp how much she has accomplished in her days at WHO or in her own life thus far! I remember when Maria told me about her plans to organize the first Solidarity Fair at WHO. It sounded daunting and did prove to be quite an undertaking. It was successful by any standards, but today, as you may know, is now an important and enormous event for the Organization. Besides all of the people Maria has mentored, helped find their way and/or place at WHO, Maria has been driven with an unmatched passion to assure that equality and justice prevail in the work environment.

From the little mountain village in northern Italy (Maria's birthplace) to the small central New York State village we grew up in, to her Peace Corps stints in Africa, to living as a single mother in the barrio of San Francisco (surviving a major earthquake while there, by the way), to fulfilling a dream of returning to Europe to live and work... Maria has always put others first, lived by the "you can't take it with you" mantra, given every ounce of energy to a cause she believes in, does not give up, uses the incredible mind God gave her to the best of her ability and has taught me and a multitude of others so,

so much. I (we) are very proud of Maria Maestri Dweggah.

Our hope is that those who have come to know Maria, those she has assisted, and anyone who has crossed her path or worked with/for her has recognized the same goodness that we love and admire about Maria. We hope you have learned from your relationship with Maria, no matter what it may be or was, that she has always had your well-being in mind, and lives and works with truth and integrity. Wherever life takes Maria now, she will embrace each day in that same vein. We wish her good health and much joy in the next adventure. If I MUST give her some advice on something she should STOP doing... it would have to be to NOT talk or ask questions while watching a movie.

Something she MUST NOT STOP: Keep on singing my friend... your voice must be heard! (Maria sang a solo in our Foreign Student Show, High School, Senior year). You probably have heard her singing something by now! If you haven't... you are not listening.

With love, admiration, and congratulations, Maria, dear friend! Your sister-friend forever, Margie. With sentiments attached from Joe, Julie Anne, Clint, Cameron & Mia & countless others... literally from around the world! ■

SALSABEEL RESTAURANT

Cuisine Pakistanaise et Indienne

Our specialities are prepared everyday with best ingredients.

Nos spécialités sont préparées chaque jour avec les meilleurs ingrédients.

A warm and comfortable ambiance. Une ambiance chaleureuse et confortable

Take away service Plats à emporter

Restauration Non-Stop From Monday through Saturday 10.00 a.m. to 10.00 p.m.

27, Avenue de France Tel: 022 734 94 04
1202 Geneva, Switzerland. Fax: 022 734 94 02
chaudhry99@bluewin.ch

LEARNING THE SKILL OF INTERNATIONAL NEGOTIATION



Dr Jasmine Champenois, Executive Director,
Executive Education, Graduate Institute
of International and Development Studies

As international negotiation becomes more complex and there is increasing cross-over with the fields of environment, trade, economics, politics and security, the Institute's Executive Education programmes offer practitioners real-world advice on a very important skill.

The Institute has a pool of some 150 faculty and researchers keeping a watching brief

on developments in world affairs. Every year, 400 international practitioners from the public and private sectors follow training courses and benefit from this expertise.

International negotiation requires a two-pronged approach, a structural approach which deals with the actors and their strategic agendas, and an individual approach which focuses on inter-personal skills and defining influences.

Negotiators need first to understand historical legacies and geopolitical intricacies. An analysis of why a negotiation is taking place at a particular point in history is key to preparation. It also permits an understanding of external factors which may influence the outcome of negotiation. We call this part of our training "Analysis of Global Governance".

Once the context is established, the actors, processes and issues for discussion need to be addressed. A study of policy analysis and decision-making theory is helpful. It enables negotiators to establish a comprehensive picture of the situation and the processes required, with details of all the inputs

or constituent factors which may influence the outcome of the negotiation. We call this phase of the training "Policy-Making".

Finally, our course looks at the characteristics of individual negotiators. This is particularly important because working with multi-cultural, multi-stakeholders is no easy task. A key to success is exposure and practice. Our training programmes offer this. They provide a neutral space for negotiators to practice their communication and tactical skills through interaction with fellow negotiators drawn from a wide range of backgrounds and negotiating on a whole host of issues. In addition to individual debriefings, this also allows participants in our programmes to join a network of experts. Other activities include conferences, events and policy facilitation through our specialised research programmes and the Center for International Governance. Finally, we welcome participation in our programmes by members of our alumni and take a keen interest in their career paths. ■

More information:

<http://graduateinstitute.ch/executive>

Restaurants

RAJASTHAN
Incredible India is right at your door step!
Discover the magic of real Indian spices
and it's rich and diverse cuisine.
Vegetarian and non vegetarian food

Open 7/7

4, rue de Versoix
F-01210 Ferney-Voltaire
Tél. 0033 450 28 01 72

nirvana

RESTAURANT - LOUNGE - BAR
GASTRONOMIE INDIENNE JUSQU'À 24H
BAR À VIN ET COCKTAILS JUSQU'À 2H
21, RUE DU RHÔNE - TÉL. 022 310 13 00
WWW.NIRVANA-GENEVE.CH

LA FONTANA DI TREVÌ
CAFÉ RESTAURANT PIZZERIA
M. et Mme Rizzetto • Le patron au fourneau

- Spécialités de pâtes fraîches et de pizzas au feu de bois
- Salle pour banquets et mariages (jusqu'à 100 pers.)
- Superbe terrasse en été (80 places)

2/4, ch. de la Tourelle (centre commercial La Tourelle)
1209 PETIT-SACONNEX Tél. 022 788 77 70
Centre Commercial Fax 022 788 91 19

50 DESSINS DE PRESSE

L'HUMOUR AU SERVICE DE L'ABOLITION



De gauche à droite: le dessinateur Plantu (*Le Monde* et *l'Express*), Kofi Annan et le dessinateur Chappatte (*Le Temps*, *International Herald Tribune*, *Neue Zürcher Zeitung*)

NICOLAS-EMILIEN ROZEAU

A l'occasion du 4^e Congrès mondial contre la peine de mort, le 4 février 2010 a eu lieu à Uni Mail de Genève en présence de Kofi Annan l'inauguration de l'exposition intitulée «50 dessins de presse – L'humour au service de l'abolition». Nous savons tous combien la mort dans nos sociétés occidentales est devenue un sujet tabou, voire aussi absente que l'image de la vieillesse dans nos médias et dans nos cités. Alors que dire du sujet de la peine de mort? Les images ont le pouvoir de se passer de commentaires. Les traits sont sensibles, naturels et directs pour aborder cette question à travers les cinquante-huit pays qui appliquent toujours la peine de mort sur notre planète. Ignorance, colère, incompréhension, résignation, questionnement, zone d'ombre, iniquité ou simple lecture d'une réalité présente dans ces images lourdes de sens, mais toujours drôles.

L'exposition «50 dessins de presse – L'humour au service de l'abolition» conçue et réalisée conjointement par la Fondation Dessins pour la paix/*Cartooning for peace* et Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM) nous confronte à la situation et à la réalité de la peine de mort dans le monde. En face de ces dessins, les yeux rencontrent des personnages, des ombres, des cercueils, des seringues, des armes, des victimes, des cordes, des chaises, des bourreaux, des morts plus morts que des vivants et des vivants plus morts que les morts eux-mêmes... le tout sous le trait de l'humour et de la caricature. La limite du dessinateur est sa conscience et tout en se battant pour la paix, il dessine les contours des inégalités et des injustices d'un système.

En se rendant à cette exposition, le spectateur éprouve de la peur, de la joie, il sourit et même rigole tout en ressentant une gêne

indicible face à des questions existentielles sur la vie et la mort, sur le droit de vie, et le droit de mort. Le crayon des artistes interprète la réalité sans hypocrisie; il informe et éduque l'œil avec ce qui se passe au cœur de notre humanité. En cinquante dessins de cultures, de couleurs, d'origines et de terres différentes, nous prenons conscience de la nature et de la représentation de la peine de mort dans le monde.

Lors de ce quatrième Congrès mondial organisé par ECPM qui s'est tenu au Centre International des Conférences de Genève (CICG) du 24 au 26 février 2010 en même temps que les sessions du Conseil des droits de l'homme, tous les abolitionnistes de la planète vinrent à Genève pour débattre autour de l'élaboration des stratégies régionales, nationales et internationales dans le cadre de l'abolition universelle de la peine de mort. Avec le parrainage de la Confédération suisse et en partenariat avec la Coalition mondiale contre la peine de mort, Genève, «capitale des droits humains» a été le lieu idéal pour une mobilisation internationale des acteurs médiatiques, civils, étatiques, gouvernementaux et non-gouvernementaux au service de l'Homme. Mieux que de longs discours, ces quelques dessins résument, interprètent, affichent, dénoncent et illustrent de manière poignante et humoristique la réalité de la peine de mort sur cinq continents. ■

<http://www.abolition.fr/ecpm/index.php>

<http://www.abolition.fr/fr/congres/programme-4eme-congres-mondial-contre-peine-de-mort>

<http://www.cartooningforpeace.org/>

Restaurant du Creux-de-Genthod
Lundi 1^{er} mars, c'est le printemps

Du lundi au samedi 3 menus au choix à l'heure du déjeuner.

Votre restaurant au bord du lac. Tél. 022 774 10 06 - creux@creuxdegenthod.com

CONFÉRENCE ANNUELLE À LA MÉMOIRE DE SERGIO VIEIRA DE MELLO



La conférence annuelle à la mémoire de Sergio Vieira de Mello se déroulera le Jeudi 11 mars 2010 au CICG en présence de M. Bernard Kouchner, Ministre des Affaires étrangères et européennes de la République française. La conférence, qui a reçu le soutien de la Mission permanente

de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, aura lieu en français avec traduction simultanée en anglais.

Date: Jeudi 11 mars 2010 à 18h30

Lieu: Centre international de conférences Genève (CICG), salle 1, rue de Varembé 17, 1202 Genève

Entrée libre

www.sergiovdmfoundation.org
www.graduateinstitute.ch

LES CLINS D'ŒIL DU KIOSQUE CULTUREL DE L'ONUG



MARS

MUSIC

Festival Voix de fête

du 3 au 14 mars – www.voixdefete.com

- JAVA (French rap), 4 mars, 20h30, Palladium.
- NOUVELLE VAGUE (Hybrid) et EFFEIL (Rock), 6 mars, 20h30, Palladium.
- FLOW (Chanson française – Valse punk), YOANNA (Accordéon) et MARIANNE AYA OMAC (Soul – Gospel), 12 mars, 20h30, Casino-théâtre.
- COUP D'MARRON (Chanson française), 13 mars, 22h, Café Gavroche.

AMR Jazz Festival

du 4 au 7 mars – www.amr-geneve.ch – rue des Alpes 9.

- MICHEL WINTSCH FACE NORD et BUFFALO COLLISION, 04.03, 20h30.

Archipel – Festival des musiques d'aujourd'hui

du 19 au 28 mars – www.archipel.org

Variétés/Pop

- M (Mathieu Chedid), 24 mars, 20h30, Arena.

Electro

- AUTECHRE, 23 mars, 20h30, Le rez, Usine.

Classical

- Bicentenary CHOPIN, 1^{er} mars, 20h30, Victoria Hall.
- Ballet National de Russie, 6 mars, 20h, Théâtre du Léman.
- Trio Nota Bene, 21 mars, 10h45, Musée d'Art et d'Histoire.
- Orchestre philharmonique Royal de Liverpool, 24 mars, 20h30, Victoria Hall.
- Rafal Blechacz, 25 mars, 20h30, Victoria Hall.

CINÉMA

Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH)

du 5 au 14 mars – www.fifdh.ch

EXHIBITIONS

KANNON'S GAZE

du 29 janvier au 20 juin, Musée d'ethnographie de Genève (10h-17h, sauf le lundi)

THÉÂTRE

- Ecorce, du 8 au 28 mars, Théâtre Le Poche.
- La sourde oreille, du 2 au 13 mars, Maison de quartier de la Jonction.
- Mon Drame et mon Dream, du 16 au 27 mars, Théâtre Saint Gervais.

DU 20 AU 28 MARS 2010

SEMAINE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET DE LA FRANCOPHONIE

REMUEZ VOTRE LANGUE!



La quinzième Semaine de la langue française et de la francophonie (SLFF) sera lancée cette année à Neuchâtel le vendredi 19 mars. Dès le samedi 20 mars, elle se propagera dans toute la Suisse, francophone, germanophone et italophone. Des expositions, des conférences, des concerts, des films, des spectacles animeront, souvent gratuitement, dix-sept villes du territoire helvétique jusqu'au dimanche 28 mars 2010.

Un slogan et une thématique

C'est avec ce slogan détonnant, «Remuez votre langue», que la SLFF s'inscrit dans la thématique de cette quinzième édition: le mouvement. Elle rappelle ainsi que le langage n'est pas une donnée isolée et qu'il existe pour et à travers les êtres qui l'em-

ploient en tout temps, dans tous les sens et à toutes les sauces. En invitant les francophones et non francophones à remuer leur langue, la SLFF souhaite les inciter à s'approprier le français dans ses formes et ses expressions les plus diverses, à l'instar de ce qui est proposé dans son programme.

Deux parrains

Cette année, ce n'est pas un mais deux parrains qui marqueront la SLFF de leur empreinte. Emblématiques d'un dialogue entre les genres et les cultures, Philippe Djian, écrivain et parolier, et Stephan Eicher, chanteur et musicien, monteront sur scène ensemble pour des concerts littéraires, à l'occasion de la SLFF (Neuchâtel, Berne, Zurich et Genève).

Les événements associés: la francophonie fêtée en Suisse et dans le monde

Pour la francophonie, 2010 est une année qui se fête. Tandis que l'OIF célèbre son quarantième anniversaire, les 50 ans du Soleil des Indépendances nous rappellent que nombre de pays africains s'affranchirent de la tutelle coloniale en 1960. En ce qui concerne plus particulièrement la Suisse, Montreux sera l'hôte du Sommet international de la Francophonie en octobre prochain. La SLFF s'associe à ces événements et fêtera d'ailleurs dignement le 20 mars, la Journée internationale de la Francophonie.

Informations supplémentaires sur: www.slff.ch

Restaurants

Call and discover the savours of India

LUNCH MENU BOX
Available for lunch time
Box with compartments: dish of choice with meat, vegetables accompanied: rice basmati, half-naan (Indian bread)

12.50	light	14.50
15.50	normal	18.50

Menu Vegetarian Menu Non Vegetarian

Office & Home delivery service
Tel: 022 738 44 44

Shahi Food
INDIAN FINE CUISINE
1995-2010
www.shahifood.ch

Restaurant SHAHI
1st Floor, in front of the church, authentic decor
Taste the small portions

NEW

Place Cornavin 2
1201 Geneva
Access Parking Cornavin
Res: 022 738 44 36



POURQUOI NE PAS LE FAIRE ?

MONT TENDRE



Je vous propose des petites balades à des degrés de difficulté différents, pour vous changer les idées, vous oxygéner et vous déstresser. N'oubliez pas: ne rien faire nuit à votre santé.

Je vous souhaite des journées de marche et de détente agréables et ensoleillées.

TEXTE ET PHOTOS ANDRÉ ROTACH

Prendre l'autoroute direction Lausanne, sortir à Gland (n° 12) et suivre la direction Begnins, puis au milieu du village suivre

Marchairuz de même qu'au milieu du village de St. George. Arrivée col du Marchairuz (1447 mètres), parking et point de départ. Prendre la direction du Mont Tendre, ba-

lisage jaune. Passage aux points Mont de Bière Derrière (1481 mètres); Grand Cunay (1567 mètres); Cabane de Cunay (1588 mètres); La Pivette (1540 mètres); Chalet de Yens (1589 mètres) et enfin une dernière petite montée vers le sommet le plus haut du Jura Suisse, le Mont Tendre (1679 mètres). Arrivée en deux heures trente pour un dénivelé positif de 400 mètres. Parcours avec des montées et des descentes successives.

Retour par le même chemin en deux heures pour un dénivelé de 220 mètres soit au total quatre heures trente pour un dénivelé total aller-retour de 620 mètres et d'environ 14 kilomètres 500. Possibilité de restauration au Marchairuz.

Pour plus de détails voir: «Randonnées sur les Balcons du Jura», A. et J. RENAC, édition Glénat.

Indispensable: une carte officielle de la Fédération suisse de tourisme pédestre (Office fédéral de topographie) 1241 Marchairuz et 1221 Le Sentier.

Ne pas oublier de vous équiper de bonnes chaussures de marche et de vêtements adaptés à l'altitude et à la saison. ■

BONNE RANDONNÉE.
ET (S)PORTEZ-VOUS BIEN!

Appelez le **022 700 98 00** pour toute
réservation publicitaire dans **UN SPECIAL**

C.E.P. SA
42, quai Gustave-Ador
1207 Genève
Tél.: 022 700 98 00
Fax: 022 700 90 55
e-mail: cepbarbara@bluewin.ch



Régie publicitaire exclusive **UN SPECIAL**

Editeur & Régie Publicitaire de Revues
Institutionnelles et Corporate

WHY NOT DO IT?

MONT TENDRE



I am proposing a few small hikes of varying degrees of difficulty, to let you see new things, get some fresh air and relax a bit. Don't forget: doing nothing is bad for your health. Here's hoping you have fun hiking in pleasant and sunny weather.

ANDRÉ ROTACH

English translation by David Winch

Take the autoroute towards Lausanne, and exit at Gland (sortie N° 12) then drive towards Begnins. In the middle of the village, follow the indications for Marchairuz, and do this again from the village of St. Georges. Once at the Col du Marchairuz (1,447 metres), there is a parking-lot that is the starting-point. Follow the yellow markers

in the direction of Mont Tendre. You pass by points Mont de Bière Derrière (1,481 m); Grand Cunay (1,567 m); Cabane de Cunay (1,588 m); La Pivette (1,540 m); Chalet de Yens (1,589 m) and finally one last little rise towards the highest peak in the Swiss Jura Suisse, Mont Tendre (1,679 m).

The hike takes two hours and thirty minutes, for a change in altitude of 400 metres. There are many ups and downs on this hike.



You can return by the same route in two hours with 220 metres change in altitude, or in a total 4 and a half hours for a round-trip change of altitude of 620 metres over 14.5 kilometres. You can eat at Marchairuz.

For more details, see "Randonnées sur les Balcons du Jura" A. et J. RENAC, édition Glénat.

Also: an official map from the Swiss hiking federation (Fédération Suisse de tourisme pédestre) (Office fédéral de topographie) 1241 Marchairuz and 1221 Le Sentier is indispensable.

Don't forget to wear good hiking boots and weather-suitable clothing.

GOOD TREKKING! ■

le sport... mais pas que



www.sport2000-paysdegex.com

1000 m²
de Sport et Mode

*Réouverture
après embellissement
venez découvrir notre nouvel espace chaussures*

SEGNY - RN 5 (à 10 min de Genève, entre Ferney et Gex) • Face Carrefour • Tél. 0033 450 42 38 90

AÉROPORT INTERNATIONAL DE GENÈVE

A380



TEXTE & PHOTO CLAUDE MAILLARD

Visibilité réduite à 500 mètres. Le brouillard qui enveloppe la piste de l'aéroport international de Genève ce jeudi 21 janvier n'est pas le bienvenu. Pourtant, des milliers de passionnés et de curieux n'ont pas hésité à venir braver le froid en ce jour exceptionnel.

Juste après que l'Airbus A 330 d'Etihad Airways, suivi d'un jet privé qui fait un bruit d'enfer, aient pris leur envol, c'est le calme plat en bout de piste côté lac. Avec cette brume à couper au couteau qui atténue tous les bruits environnants, c'est le silence le plus total, vite interrompu par deux véhicules du service de sécurité de l'aéroport qui dévalent la piste à toute vitesse, diffusant des cris de rapaces pour éloigner les mouettes et autres volatiles qui auraient eu la mauvaise idée de s'aventurer dans les parages. Après quelques minutes, un léger bruit de réacteur se fait entendre, mais toujours rien en vue avec cette purée de pois. La foule qui, jusqu'à présent essayait de se réchauffer et de tuer le temps tant bien que mal en discutant de choses et d'autres, retient son souffle. Au dernier moment, juste à l'aplomb du bout de piste, le «grand oiseau blanc» émerge de la grisaille. Fabuleux, majestueux, énorme ... mais silencieux, tel

un gros planeur! L'Airbus A 380 découvre pour la première fois l'aéroport de Genève. Le bruit du quadiréacteur est pratiquement couvert par les «déclics» des appareils pho-

tos! Les clichés ne seront pas terribles avec ce temps pourri qui donne une lumière blafarde, mais l'événement méritait tout de même d'être immortalisé.

UN Special

UN Special

Palais des Nations, bureau C507
1211 Genève 10 – tél. 022 917 25 01
unspecial@unece.org

Direction de la publication



Rédacteur
en chef
Editor-in-Chief
Christian David



Rédacteur en
chef adjoint
Deputy Editor-in-
Chief
Maria Dweggah

Assistants éditoriaux



Evelina Rioukhina
David Winch

Comité de rédaction/Editorial Committee (de gauche à droite)



Emanuelle Gantet, Jean Michel Jakobowicz, André Rotach, Sergio Da Silva, Pierre Viot, Poppy Willard, Seble Demeke, Elizabeth James.



Shuibao Liu, Claude Maillard, Sarah Jordan, Joëlle Menetrey, Nicolas-Emilien Rozeau, Deidra Roberts.

Correcteurs M. Dweggah, E. Borissoff, anglais ; M. Terraz, français. www.unspecial.org

Trésorier/Treasurer Laurent Genest

Trésorier adjoint/Deputy-Treasurers Dino Kordellos

Editeur/Editor

Bercher S.A. Publicité Générale
case postale 145, rue de l'Athénée 34, 1211 Genève 12
tél. 022 347 33 88 – fax 022 346 20 47 – mail@bercher.ch

Publicité/Advertising

C•E•P S.A.
quai Gustave-Ador 42, 1207 Genève – tél. 022 700 98 00
fax 022 700 90 55 – cepbarbara@bluewin.ch

Impression/Printers

Victor Chevalier Imprimerie Genevoise S.A.
case postale 1352, 1211 Genève 26
tél. 022 307 26 00

Pré presse/Layout

Michel Schnegg
rue du Simplon 5, CH-1207 Genève
tél. 022 344 72 90 – fax 022 340 24 11
www.michelschnegg.ch

Webmaster



Oleksandr
Svirchevskyy



perfection is our nature

Clinique
GENERALE BEAULIEU

www.beaulieu.ch





UNFCU Signature Loan

Fast, easy, accessible.

Apply for a UNFCU Signature loan and receive funds for your everyday needs such as:

- Vacations
- Relocation
- Holiday Gifts
- Furniture
- Emergencies and much more ...

Take advantage of our low rate Signature Loan which also offers, flexible and affordable repayment terms to help ease the strain on your monthly budget.



UNFCU®

| Loan Centre

Please Contact Us For More Information

Visit www.unfcu.org or call + 1 347 686 6000 from anywhere in the world or 1 800 891 2471 (USA), 0800 901 010 (Vienna), 800 873 904 (Rome) or 0 800 897 860 (Geneva) to speak with a Member Service Representative.



Perfection Born of Imagination

Japanese Zen garden

Since time immemorial, the search for perfection has driven human inventiveness. It is this quest that enables invention and innovation to produce something truly distinctive. At the Clinique Générale-Beaulieu, we know that perfection is born from the ability to imagine of it. From the attentive personalised service that our patients receive on admission, to our state-of-the-art medical care provided by our doctors, not to mention our luxury accommodations, everything is designed to meet the most exacting standards in an environment of unsurpassed safety and comfort. Our patients deserve perfection.

Clinique
GENERALE - BEAULIEU

20, chemin Beau-Soleil • 1206 Geneva • Tel. +41 22 839 55 55 • www.beaulieu.ch

